

Rapport annuel 2015 de l'IITA



Avant-propos



Helen Clark
Administrateur du Programme
des Nations Unies pour le
développement

2015 a été une année décisive en matière de développement durable. Un nouvel accord mondial pour le développement, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, a été adopté en septembre au siège des Nations Unies, à New York. Ce programme définit pour une génération entière les priorités en matière de développement durable, depuis l'éradication de la pauvreté jusqu'à la réduction des inégalités en passant par la lutte contre le changement climatique et l'instauration de sociétés pacifiques et inclusives.

Pour réaliser ce nouveau programme ambitieux, il faudra utiliser efficacement toutes les sources de financement. Il est donc essentiel de disposer d'informations de grande qualité concernant les dépenses de développement effectuées par les partenaires bilatéraux et multilatéraux, les organisations caritatives, le secteur privé ainsi que les ONG nationales et internationales. Depuis sa création en 2008, l'IITA a joué un rôle de premier plan dans la communication de ces informations.

En juillet, au cours de la troisième Conférence internationale sur le

financement du développement qui s'est tenue à Addis-Abeba, j'ai eu le plaisir de participer à la manifestation parallèle « Le rôle des normes relatives aux données dans la mobilisation et le financement des engagements en faveur du développement », coorganisée par l'IITA et d'autres partenaires. J'ai insisté sur l'importance de la transparence dans l'établissement de relations de confiance et de responsabilité mutuelle entre les citoyens et l'État, mais aussi entre les gouvernements nationaux et leurs partenaires de développement. Une meilleure transparence permettra aux pays du Nord et du Sud de prendre des décisions plus éclairées en matière de mobilisation et d'allocation des ressources de développement. L'IITA peut aider les pays à surveiller l'utilisation de ces ressources et, ce faisant, leur permettre de progresser dans le nouveau programme mondial de développement.

Les pays en développement et leurs partenaires, notamment la société civile, devront au cours des prochaines années travailler main dans la main pour encourager l'utilisation des données à l'échelle nationale et ainsi tirer parti de la profusion d'informations publiées conformément à la norme de l'IITA. Le PNUD, est fier d'assumer la direction du Secrétariat de l'IITA et reste attaché à la transparence des données, que ce soit dans le cadre de ses propres missions ou en aidant ses partenaires à progresser dans la réalisation du nouveau programme mondial de développement.



Hon. Seth Terkper
Ministre des Finances du Ghana

Une fois de plus, l'heure est venue d'analyser dans quelle mesure nous avons respecté, en tant que communauté, nos engagements à faciliter la collecte, l'accessibilité et l'utilisation des données relatives à l'aide au développement. La transparence est l'un des principaux moteurs du développement et je suis convaincu que la transparence des données relatives à l'aide au développement et leur mise à disposition en temps opportun donnent une image plus claire des ressources disponibles et de l'effort à fournir pour compléter les finances publiques en vue d'atteindre des résultats optimaux.

Toutefois, la disponibilité des données ne suffit pas. Il est indispensable qu'elles soient exploitables par les utilisateurs finals pour pouvoir répondre aux besoins de planification à tous les niveaux et demander des comptes aux fonctionnaires gouvernementaux. C'est dans cet esprit que, les 19 et 20 mars 2015, le gouvernement du Ghana a accueilli à Accra l'atelier régional africain sur l'utilisation des données organisé par l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide. Les conclusions de cet atelier, telles que la nécessité de recueillir des données auprès d'acteurs non

traditionnels et d'intégrer les informations dans différentes bases de données à l'échelle nationale, ont confirmé toute l'utilité de cette manifestation, tant pour les signataires que pour les utilisateurs finals, car elle leur offre la possibilité de compléter leurs connaissances et de se perfectionner. Je ne suis pas surpris par le nombre de demandes d'adhésion de pays partenaires que nous avons reçues suite à cet événement et j'espère que ces pays non seulement nous rejoindront, mais contribueront aussi à la réussite de cette initiative, de façon à ce qu'elle améliore la vie de leurs citoyens.

Le succès qu'a connu cet atelier a souligné la nécessité d'organiser des manifestations similaires dans les pays partenaires en vue de mieux nous faire connaître et d'améliorer l'utilisation des données à l'échelle nationale. C'est pour cette raison que le Ghana, soutenu par le G77, a plaidé dans le compte rendu final sur le financement du développement en faveur de l'adoption de l'IITA comme moyen d'accès à des données fiables. Cette décision donnerait tout son sens au 17^e objectif de développement durable, car les acteurs de l'aide au développement auraient les informations nécessaires pour se rendre mutuellement des comptes.



Isabella Lövin
Ministre de la Coopération
internationale pour le
développement de la Suède

Le développement ne peut pas toujours s'opérer selon une approche descendante. Pour que des changements se produisent, et pour que ces changements soient durables, il faut faire participer les individus et les impliquer complètement. Nous avons besoin de leur créativité pour trouver des façons innovantes de relever les défis de demain et de maximiser les effets produits. Or la transparence et le libre accès à l'information jouent un rôle déterminant dans l'établissement de relations de confiance entre les individus, les gouvernements et les différents acteurs de la société. La transparence, l'engagement public et les sociétés inclusives sont donc des conditions préalables à la réalisation des nouveaux objectifs mondiaux pour le développement durable adoptés en septembre par les dirigeants du monde entier.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement suédois est un ardent défenseur de la transparence. La transparence favorise la responsabilité, accroît la participation et permet aux citoyens de s'informer sur l'utilisation des ressources publiques. La

mobilisation de ressources en faveur d'un objectif commun commence par la publication d'informations à leur sujet dans la norme de l'IITA. Axée sur la gestion d'informations détaillées, prospectives et accessibles en temps utile, la norme de l'IITA est bien placée pour aider les pays à assurer le suivi et faire appliquer des cadres de financement nationaux intégrés et cohérents.

L'IITA est en mesure de rendre accessible une quantité considérable de données à n'importe qui, n'importe où et n'importe quand. Nous sommes nombreux à discerner tout le potentiel d'une révolution continue des données au sein du secteur de l'aide et d'autres secteurs indispensables au développement mondial et à la réalisation des objectifs mondiaux. L'une des grandes forces de l'IITA réside dans la participation active d'acteurs divers. Nous, membres de l'IITA et utilisateurs des données, avons la responsabilité de nous faire entendre, de faire passer notre message et de nous efforcer de favoriser l'autonomisation des utilisateurs.

Si nous établissons un lien entre les diverses initiatives en faveur de la transparence tout en veillant à leur compatibilité, nous pourrions dresser un panorama mondial des ressources disponibles pour financer le développement durable et combattre la pauvreté dans le monde. Par conséquent, les initiatives telles que les missions accomplies par l'IITA constituent une étape importante vers la réalisation des objectifs qui met la communauté internationale sur la bonne voie.

Préambule



Robin Uyterlind

Président du Comité directeur de l'IITA et directeur des affaires budgétaires, ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas

Alors que mes deux années de présidence du Comité directeur touchent à leur fin, je souhaite revenir sur les principales réussites de l'IITA au cours de cette période.

Grâce à un bilan réalisé en octobre 2015, nous savons désormais que la majorité des pays partenaires membres de l'IITA peuvent désormais accéder aux données d'au moins neuf des dix principaux partenaires de développement de leur pays respectif.

Certes, des progrès restent à réaliser en matière de qualité, mais il ne faut pas oublier que les premiers signataires nous ont rejoints en 2011 seulement.

Aujourd'hui au nombre de 350, les signataires s'échangent des données relatives à des projets de développement dont la valeur se chiffre en milliards de dollars. Le nombre de membres du Comité directeur s'est accru avec l'adhésion du Bénin, du Burundi, du Myanmar, du Nigéria et du Yémen, ainsi qu'avec celle de Cordaid, du côté des organisations de la société

civile (OSC), et de Development Gateway et Catalpa International, issus respectivement du secteur de la recherche et du secteur privé. Ces deux dernières organisations, connues pour leurs travaux relatifs à la fourniture de systèmes de gestion de l'information sur l'aide, s'attachent, aux côtés des nouveaux pays membres, à orienter la réflexion sur l'utilisation des données au niveau national. Selon moi, l'IITA a ainsi opéré une modification profonde de ses priorités, qui a d'ailleurs été mise en exergue dans l'évaluation récente de l'initiative.

D'un point de vue technique, l'IITA a lancé le site d-portal.org, qui offre aux pays et aux signataires un aperçu immédiat de toutes les informations publiées dans le registre de l'IITA. Afin de fournir des analyses plus détaillées des données transmises par chaque signataire, des statistiques sur leur publication en temps utile, leur niveau de détail et leur caractère prospectif sont actualisées chaque nuit et rendues publiques sur [le nouveau tableau de bord de l'IITA](#). Globalement, je suis heureux de léguer une initiative à l'efficacité et à la réputation croissante, qui continuera d'apporter encore longtemps sa contribution à l'écosystème des normes relatives à l'échange des données en libre accès.



Mohammad Mejbahuddin

Vice-président du Comité directeur de l'IITA et secrétaire principal du département des relations économiques, ministère des Finances du Bangladesh

Je me réjouis de participer à la présentation de ce rapport annuel, qui est la preuve que les donateurs ont réalisé de grands progrès dans la publication d'informations par l'intermédiaire de l'IITA. L'évaluation conduite récemment a cependant révélé un obstacle majeur à l'utilisation des données de l'IITA : ces dernières ne répondent pas encore entièrement aux besoins des utilisateurs. Comme nous l'avons constaté au Bangladesh, la qualité, la couverture et la portée des informations doivent encore être améliorées avant que ces dernières puissent être utilisées dans le cadre des processus de planification et de budgétisation.

La clé du succès de l'IITA réside dans la propension des pays bénéficiaires à utiliser les données pour faciliter la gestion de l'aide au quotidien. Rien n'incite les donateurs à publier des données IITA de qualité autant que leur utilisation dans les rapports publics, et dans le cadre de la coordination et de la planification.

Cela signifie donc que le rôle de l'IITA est en train d'évoluer : alors qu'à ses débuts, elle se consacrait à encourager les donateurs à publier ses données, elle s'attache de plus en plus à améliorer leur qualité, à les rendre plus accessibles et plus utiles.

Au Bangladesh, le département des relations économiques et le PNUD stimulent cette réorientation grâce à un module de transfert automatique de données depuis le registre de l'IAT vers notre système de gestion de l'information sur l'aide (SGIA). Cela évitera aux donateurs de devoir alimenter le SGIA et permettra d'améliorer la couverture et la qualité des données disponibles. Les nouveaux outils, ainsi que les enseignements tirés de notre expérience, seront mis à la disposition du reste de la communauté IITA.

Le Bangladesh reste profondément engagé, à l'échelle nationale et internationale, dans l'amélioration de la transparence et de la mise à disposition des données en temps opportun. Nous sommes convaincus que les travaux de l'IITA jouent un rôle pivot dans l'efficacité du développement, car ils permettent d'améliorer la responsabilité, la planification et la coordination, ainsi que d'adopter des politiques fondées sur des données probantes. Nous continuerons d'accorder à l'IITA notre soutien technique et financier, et nous espérons que les pays donateurs et bénéficiaires pourront à leur tour amplifier le soutien qu'ils offrent à la transparence et à la responsabilisation, deux valeurs qui sous-tendent la réussite de l'IITA.



John Adams

Président du Groupe consultatif technique (GCT) de l'IITA et directeur du département Innovation des entreprises, ministère du Développement international du Royaume-Uni

L'IITA a réalisé de grands progrès au cours des derniers 18 mois : hausse du nombre de signataires, déploiement d'une version entièrement actualisée (2.01) et augmentation des cas d'utilisations des données. La qualité des données de l'IITA s'est améliorée au fur et à mesure que les signataires affinent leur compréhension des besoins. Les données de l'IITA se sont avérées utiles à l'échelle nationale : elles ont facilité la traçabilité, permis aux ONG d'établir des rapports et amélioré la communication entre les donateurs et les citoyens.

Néanmoins, le nombre d'utilisateurs des données de l'IITA reste insuffisant pour réellement stimuler le développement international. Nous risquons d'entrer dans un cercle vicieux : les signataires ne sont pas incités à améliorer la qualité de leurs données car personne ne les utilise, et les utilisateurs ne peuvent pas exploiter les données parce qu'elles laissent à désirer.

Nous devons au contraire créer un cercle vertueux, où les utilisateurs informeraient les signataires des améliorations à apporter, où ceux-ci agiraient en conséquence, et où les utilisateurs pourraient mettre les données à profit pour réaliser des analyses constructives des flux financiers.

Nous devons repérer davantage de cas où les données de l'IITA servent à résoudre des problèmes concrets, car nous pourrions ainsi adapter la norme pour mieux répondre aux besoins des utilisateurs. Cela permettra également d'impliquer des signataires issus d'un plus vaste ensemble de domaines de l'aide au développement et d'offrir un meilleur aperçu du développement international.

L'année prochaine marque un tournant décisif, car nous avons franchi l'étape de Busan et entrons dans la nouvelle ère des objectifs mondiaux. L'IITA jouera un rôle clé dans la révolution des données, et je suis impatient d'œuvrer, en collaboration avec d'autres organismes de normalisation, à la résolution de difficultés techniques, en vue de pouvoir regrouper les données de l'IITA avec d'autres données de façon à offrir un tableau complet du développement mondial. Le but de l'IITA a gardé toute sa raison d'être : rendre accessibles des informations qui permettent aux individus de demander des comptes aux dirigeants, et aux autorités des pays en développement de mieux connaître les ressources allouées à leur pays. Néanmoins, nous avons encore du chemin à parcourir.

Sommaire

Avant-propos	2
Sommaire	6
Introduction	7
Section 1 Nos réalisations	8
Section 2 Notre communauté	22
Section 3 Les difficultés rencontrées par l'IITA : améliorer la qualité et l'utilisation des données	36
Section 3.1 Améliorer la qualité des données	37
Section 3.2 Utiliser les données de l'IITA	54
Section 4 L'avenir et les priorités futures de l'IITA	68
Annexe 1 Abréviations et acronymes	76
Annexe 2 Membres de l'IITA	78
Annexe 3 Rapports financiers	81
Annexe 4 Données statistiques et méthodologie	88
Remerciements	89

Introduction

L'objectif de ce rapport annuel est de présenter les progrès accomplis par l'IITA dans la réalisation de ses trois objectifs principaux : encourager un plus grand nombre d'organisations à publier des informations conformément à la norme de l'IITA ; améliorer la qualité des données publiées ; accroître l'utilisation des données de l'IITA, notamment à l'échelle nationale.

L'année 2015 a été historique pour le développement international en raison de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (FdD3), qui s'est déroulée en juillet à Addis-Abeba, et de l'adoption du nouveau programme de développement durable à l'horizon 2030 par les dirigeants mondiaux lors du sommet des Nations Unies qui s'est tenu en septembre dernier. Le rapport annuel met en évidence la contribution de l'IITA à ces deux événements.

Décembre 2015 est aussi la date butoir pour la mise en œuvre

d'une norme ouverte et commune permettant la publication électronique d'informations détaillées, prospectives et accessibles en temps utile au sujet des ressources fournies grâce à l'aide au développement, selon l'engagement pris à Busan, en 2011, lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. Le présent rapport, qui couvre la période allant de janvier 2014 à octobre 2015, est principalement axé sur les progrès accomplis par les signataires sur ce point.

Contrairement aux rapports annuels antérieurs, celui-ci ne contient pas d'analyse approfondie des données fournies par chaque signataire, car ces informations sont désormais consultables « en direct » dans les statistiques mises en ligne sur le **tableau de bord de l'IITA**. Dans ce rapport, l'analyse des données sert plutôt à évaluer les progrès accomplis par les signataires de l'IITA dans les trois aspects fondamentaux de la qualité des données : la publication en

temps utile, le niveau de détail et le caractère prospectif, ce qui revient à évaluer dans quelle mesure les engagements pris à Busan ont été respectés.

Le présent rapport annuel présente également les principaux résultats d'une évaluation indépendante de l'IITA réalisée en 2015 en tant qu'initiative politique et norme internationale. En outre, il dresse un bilan actualisé des efforts menés par l'IITA pour renforcer son influence ainsi que pour améliorer et étendre sa norme, en vue de la rendre plus solide et de l'adapter à une plus grande variété de signataires potentiels.

Enfin, le rapport annuel présente les états financiers des ressources reçues et dépensées au cours de l'année 1 (2013-14), de l'année 2 (2014-15) et de l'année 3 (2015-16) de l'actuel Secrétariat.

À propos de l'IITA

Lancée en 2008 à l'occasion du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'est tenu à Accra, l'IITA a bénéficié d'une volonté politique plus ferme en matière de mise en œuvre à l'occasion du quatrième Forum de haut niveau de Busan, qui a eu lieu en 2011. Elle a été créée, d'une part, pour aider les donateurs à respecter leurs engagements relatifs à la politique de transparence, comme le prévoit le Programme d'action

d'Accra, et, d'autre part, pour répondre à la demande des pays partenaires de disposer de données relatives à l'aide au développement qui soient détaillées, prospectives et publiées en temps utile.

L'IITA continue d'être assistée et gérée par son Secrétariat multipartite, désigné mi-2013, et insuffle les changements nécessaires à l'accroissement de la transparence et de l'efficacité

des dépenses en faveur du développement. Le Secrétariat est dirigé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et se compose notamment du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), des gouvernements du Ghana et de la Suède ainsi que de Development Initiatives, une organisation de développement international basée au Royaume-Uni.

1. Nos réalisations

Depuis la publication du dernier rapport annuel¹, l'IITA a réalisé de grandes avancées. Jetez un coup d'œil à la frise chronologique des pages 12 et 13, qui synthétise nos réalisations.

Le nombre de signataires a bondi de 210 à 353, et les organisations publiant les données de l'IITA n'ont jamais compté autant d'ONG, d'organismes issus du secteur privé et d'institutions de financement du développement, qui ont été également rejoints par de nouvelles fondations et de nouveaux fournisseurs bilatéraux et multilatéraux d'aide publique au développement. Notre couverture géographique s'est également accrue : les organisations publiant les données de l'IITA sont désormais présentes dans 40 pays différents (contre 30 auparavant).

L'influence de nos politiques n'a rien perdu de sa force. Lors de la réunion de haut niveau du Partenariat mondial, organisée à Mexico, nous avons lancé **d-portal**, une plateforme d'information fonctionnant au niveau national qui permet de suivre les flux de ressources en faveur du développement. Nous avons également coorganisé une manifestation parallèle qui a connu un grand succès et avons été cités

plusieurs fois dans des discours clés ainsi que dans le communiqué final.

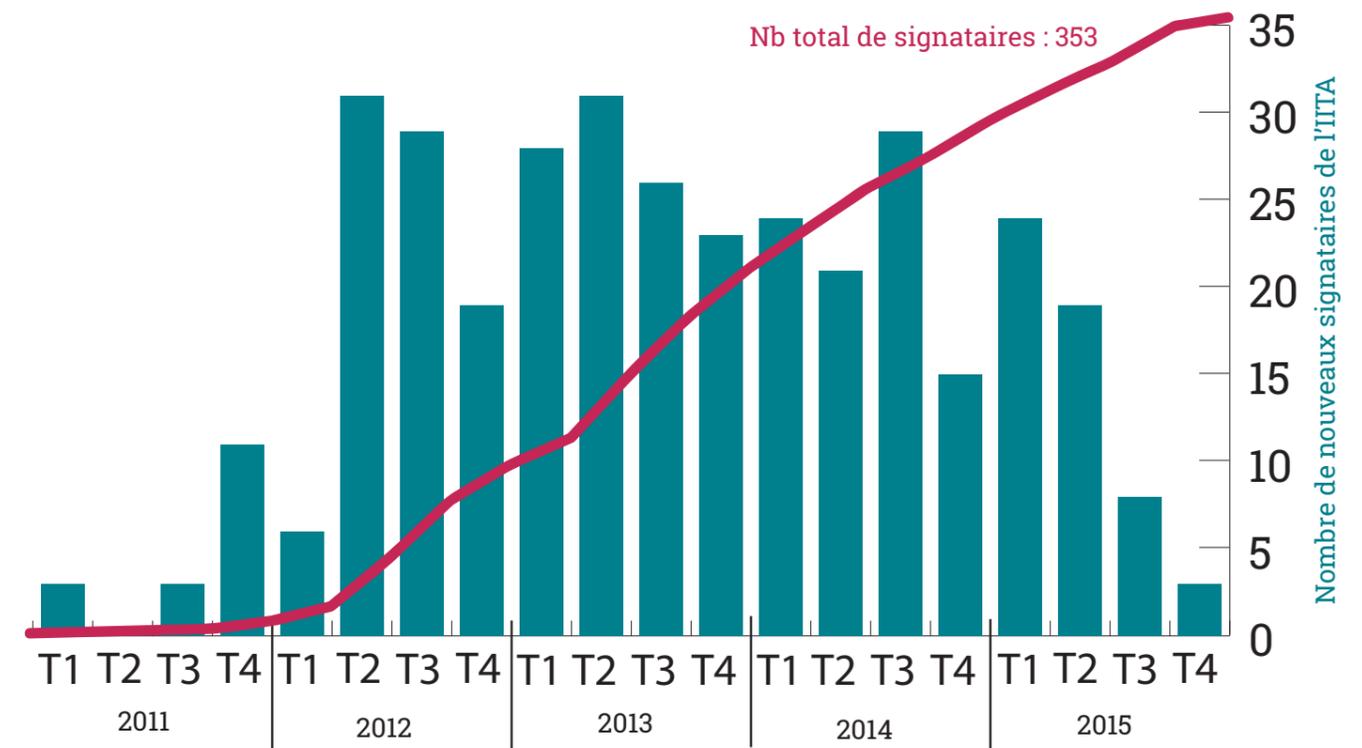
Lors de la conférence d'Istanbul, nous avons pris des engagements auprès de donateurs émergents, ce qui montre la souplesse de la norme de l'IITA, qui peut s'adapter aux différents besoins de ces nouveaux acteurs. Lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, nous avons coorganisé une séance consacrée au rôle des normes relatives aux données dans la mobilisation et le financement des engagements en faveur du développement, et nos efforts en vue de montrer comment cette norme peut s'appliquer à toutes les ressources en faveur du développement, quelle qu'en soit l'origine, ont valu à l'IITA de figurer dans le Programme d'action d'Addis-Abeba. Pour finir, lors du sommet du Partenariat pour un gouvernement ouvert, qui s'est récemment tenu, lui aussi, à Mexico, l'IITA a coorganisé une table ronde sur les normes communes pour la publication des données, durant laquelle les participants ont réfléchi à la façon dont la mise en commun de normes, telles que celles de l'IITA, permet de disposer d'une information de meilleure qualité et donc d'améliorer les politiques et la responsabilité,

notamment afin de pouvoir mieux vérifier si les nouveaux objectifs de développement durable sont financés et atteints.

Un processus de consultation et de discussion avec un groupe d'institutions de financement du développement a permis de s'entendre sur les bonnes pratiques en vigueur au sein de ce type d'organisation, dont le modèle économique diffère des donateurs traditionnels, et d'accueillir d'autres types de signataires, tels que la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

L'année 2015 a vu le lancement de la première version entièrement actualisée de la norme (version 2.01). Cette étape a pu être franchie grâce aux multiples concertations et discussions qui se sont tenues au sein de la communauté de l'IITA, preuve de l'engagement et du dynamisme de nombreux signataires et utilisateurs. La nouvelle version de la norme se caractérise par un plus grand nombre de champs obligatoires, qui vise à améliorer la qualité (et de ce fait, l'utilisation) des données de l'IITA, ainsi que par la consolidation d'autres changements essentiels.

Figure 1 : Augmentation du nombre de signataires dans le temps (2011-2015)

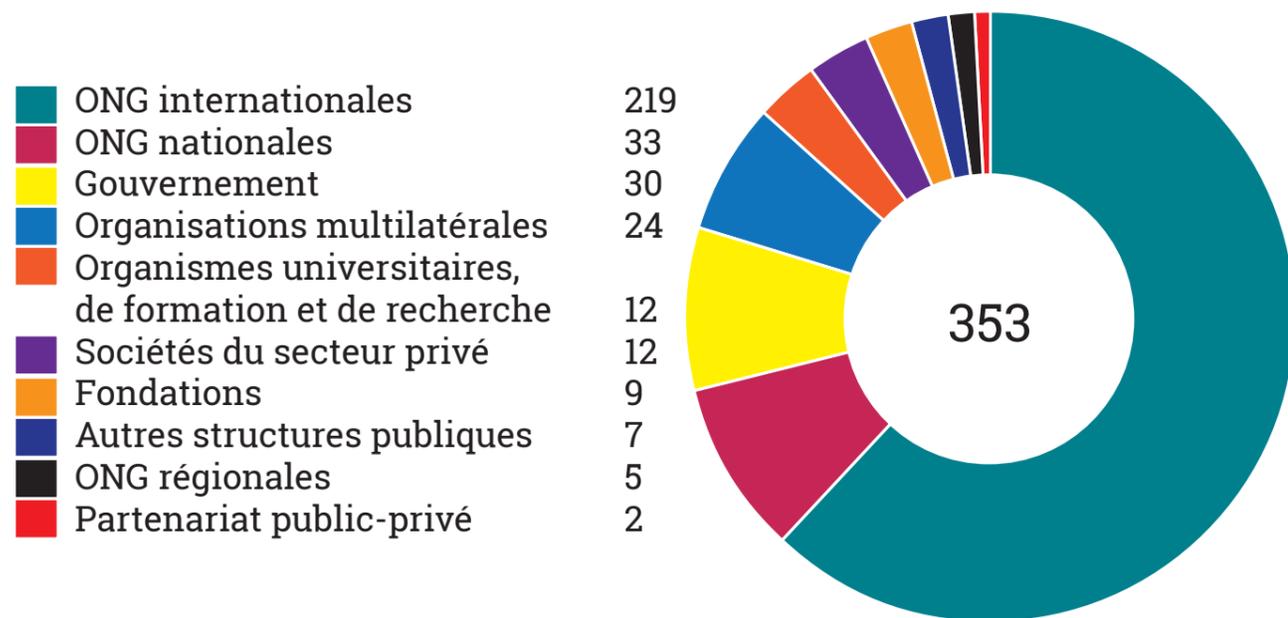


Bien que le nombre total de signataires de l'IITA ait fortement augmenté sur cette période (jusqu'à atteindre 353) le nombre, par trimestre, des nouvelles organisations qui acceptent de partager leurs données est resté relativement stable, comme le montre l'histogramme bleu.



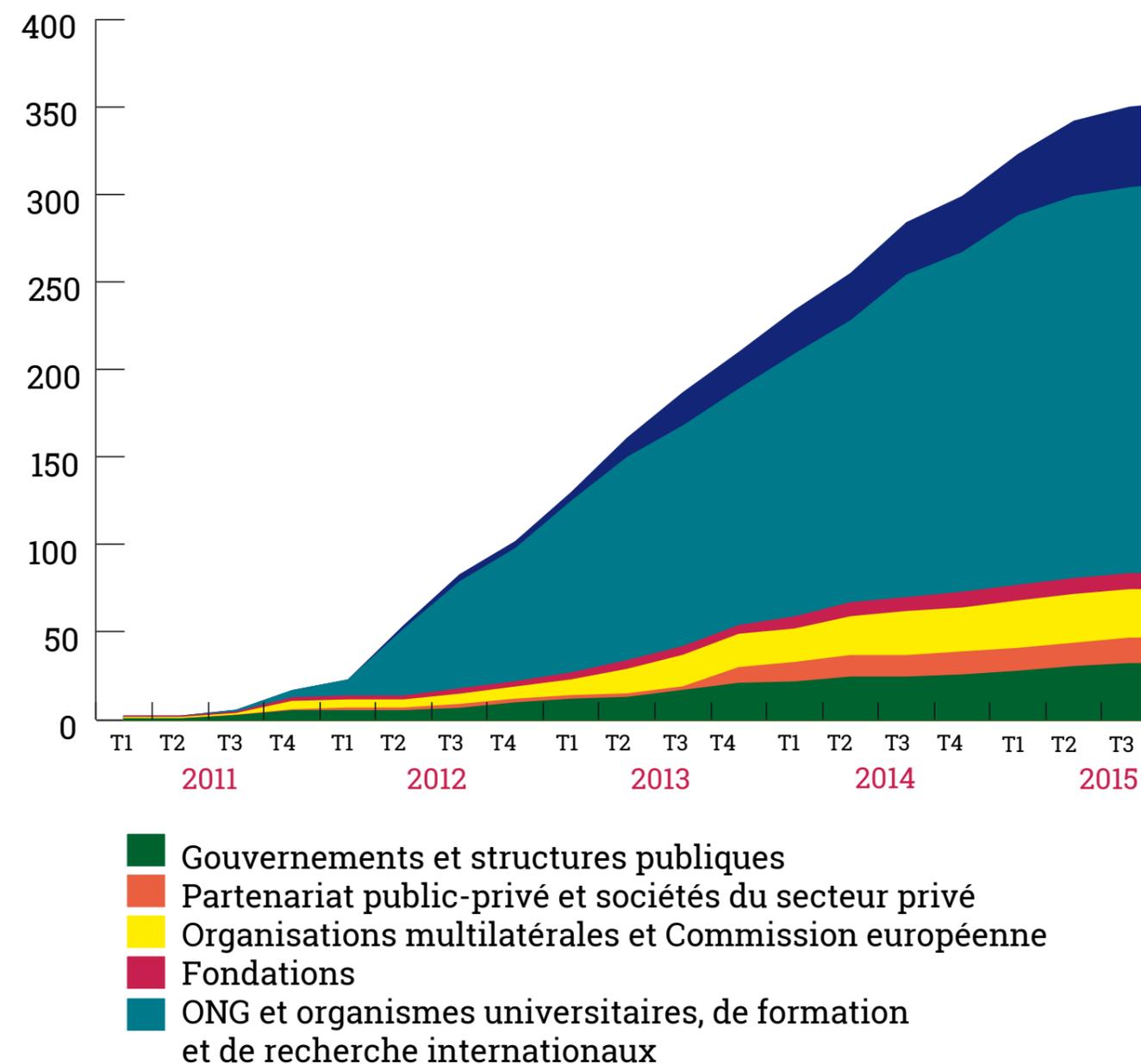
Commission européenne, DG ECHO

Figure 2 : Répartition des signataires de l'IITA par type d'organisation



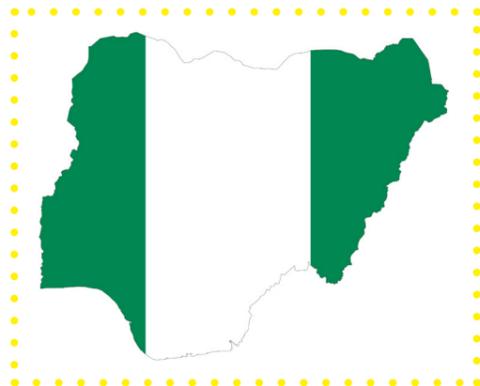
Initiative véritablement multipartite, l'IITA accueille des signataires appartenant à un large éventail d'organisations.

Figure 3 : Évolution dans le temps de la répartition des signataires de l'IITA par type d'organisation (2011-2015)



Non seulement le nombre de signataires de l'IITA a considérablement augmenté depuis 2011, mais les organisations donnant accès à leurs données se sont aussi diversifiées, et les ONG sont aujourd'hui majoritaires.

Figure 4 : Les réalisations de l'IITA :
chronologie des principaux événements,
janvier 2014-octobre 2015



Influence et engagement

Les années 2014 et 2015 ont été marquées par une activité intense et ont offert à l'IITA de belles occasions d'accroître son influence.

Réunion de haut niveau du Partenariat mondial, Mexico, avril 2014

Étant donné l'importance capitale de l'engagement pris à Busan en vue de la mise en œuvre d'une norme ouverte et commune permettant la publication électronique de données relatives à l'aide au développement qui soient détaillées, prospectives et accessibles en temps utile, la participation à la première réunion de haut niveau du Partenariat mondial, organisée en avril à Mexico, était l'une des priorités absolues de 2014. L'IITA a contribué à cet événement de plusieurs façons.

En collaboration avec Development Initiatives, l'IITA a conçu d-portal, une plateforme d'information fonctionnant au niveau national qui permet de suivre les ressources en faveur du développement. Cette plateforme vise à fournir aux organisations de la société civile, ministères et parlements chargés de la mise en œuvre des programmes dans les pays en développement des informations susceptibles de les aider dans la planification et le suivi des activités de développement. Elle a été introduite sur le marché lors la réunion de haut niveau de Mexico, où elle a été bien accueillie, comme en témoignent les quelque 40 délégations qui se sont rendues le premier jour sur le stand pour

assister à une démonstration. Au cours de la séance plénière de la réunion de haut niveau, l'IITA a été citée par plusieurs orateurs, dont le Dr Rajiv Shah (administrateur de l'USAID), Daw Lai Lai Thein (ministre adjoint de la Planification nationale et du Développement économique, Myanmar) et Vitalice Meja (coordonnateur « Reality of Aid Africa »). Par ailleurs, Yun Byung-se, ministre des Affaires étrangères de la Corée, a annoncé que son pays adhérerait à l'IITA en 2015, ce qui permettra, selon lui, de renforcer la confiance des contribuables et des partenaires. Au cours de la séance, des délégués ont également visionné une courte vidéo sur la transparence et la responsabilité qui mentionnait l'IITA et d-portal.

Le deuxième jour de la réunion de haut niveau, l'IITA a coorganisé, en collaboration avec le Comité d'aide au développement de l'OCDE et le Bureau du président du Mexique, une manifestation thématique intitulée « L'obtention de résultats en matière de développement grâce à une bonne gouvernance, à la transparence et à des institutions efficaces », qui a été couronnée de succès. Cette manifestation était présidée par Guillermo Cejudo (CIDE, Mexique) et faisait intervenir notamment : H.E. Sheikha Lubna al Qasimi (ministre de la Coopération internationale et du Développement, Émirats arabes unis), Hillevi Engström (ministre de la Coopération internationale au développement, Suède), Mireya Agüero (ministre des Affaires étrangères et de

la Coopération internationale, Honduras), Alejandro González (directeur général de « Gestión Social » [GESOC], Mexique) et Philipp Schönrock (directeur du « Centro de Pensamiento Estratégico Internacional » [CEPEI], Colombie). L'IITA a été mentionnée dans le paragraphe 18 du Communiqué de Mexico ainsi que dans une initiative volontaire qui lui était annexée. Dans ce communiqué, les membres de l'IITA proposaient les mesures suivantes : que les signataires de Busan accélèrent la mise en œuvre de la norme commune permettant la publication électronique d'informations relatives à l'aide au développement, qui soient détaillées, prospectives et disponibles en temps utile ; que d'autres membres du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC) prennent volontairement des mesures en vue d'accroître la transparence de la même façon ; et que donateurs et pays en développement unissent leurs efforts pour accroître l'utilisation des données.

Coopération internationale pour le développement : tendances et nouvelles possibilités - le point de vue des nouveaux acteurs, Istanbul, juin 2014

En juin 2014, les membres du Comité directeur de l'IITA ont pris part à une table ronde sur la transparence, qui s'est tenue à l'occasion de la conférence organisée conjointement par l'Agence turque de coopération et



de coordination (TIKA) et le PNUD. Robin Uytterlinde, président du Comité directeur de l'IITA, a souligné que, bien qu'ayant une structure uniforme, la norme de l'IITA est suffisamment souple pour satisfaire les besoins d'acteurs variés, et que l'IITA souhaite vivement collaborer avec tous les donateurs émergents désireux de s'engager. Depuis Madagascar, Isaora Zefania Romalahy a exposé les efforts déployés par son pays en vue d'encourager les donateurs à fournir des informations à leur SGIA qui est disponible en ligne.

Il a souligné l'importance d'intégrer au même tableau de bord les informations provenant d'acteurs émergents afin de disposer d'un panorama complet. Il a signalé qu'il est impossible de quantifier l'intégralité de la coopération Sud-Sud et que les difficultés posées par cette situation pourraient rendre nécessaire l'adaptation des mécanismes en place. Pour conclure cette table ronde sur une mesure concrète, l'IITA a proposé d'organiser un atelier technique destiné à déterminer comment les technologies et les outils existants,

tels que l'IITA, peuvent être adaptés afin de répertorier les contributions des acteurs émergents.

Atelier de planification du Partenariat mondial : renforcer la coopération afin d'obtenir des résultats, Bruxelles, janvier 2015

Le Secrétariat de l'IITA a été convié à un atelier, organisé conjointement par la Commission européenne, les coprésidents du Partenariat mondial et les plateformes régionales d'Afrique et d'Asie-Pacifique, qui a permis de réunir des participants du GPEDC, notamment des représentants des « Building Blocks » de Busan et des initiatives volontaires de Mexico (aujourd'hui communément appelés les initiatives du Partenariat mondial).

Plusieurs membres de l'IITA ont participé au groupe de travail sur la transparence, et le Secrétariat de l'IITA a été sollicité pour présenter un compte rendu de cette discussion au cours de la séance plénière. L'IITA a également fourni au Comité directeur du Partenariat mondial deux bilans actualisés de ses initiatives volontaires.

Troisième Conférence internationale sur le financement du développement à Addis-Abeba, juillet 2015

Au premier semestre 2015, dans le droit fil des priorités identifiées par le Comité directeur, les activités de sensibilisation de l'IITA ont été essentiellement axées sur la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (FdD3), qui s'est déroulée en juillet à Addis-Abeba. Les négociations de la FdD3 ont fait émerger un consensus sur la nécessité de mobiliser toutes les formes de financement du développement (public et privé, et national et international) afin d'encourager le développement durable et la réalisation des objectifs ambitieux proposés dans le programme pour l'après 2015. La norme de l'IITA répertorie déjà des informations relatives à une grande variété de flux de financement du développement international, et il serait facile de l'adapter et de l'élargir pour qu'elle en intègre davantage. Elle constitue donc une base idéale pour la mise au point d'une norme

parfaitement exhaustive permettant la publication d'informations portant sur l'intégralité des flux de financement du développement international.

Lors des négociations de la FdD3, plusieurs membres de l'IITA (dont le Bangladesh, les États-Unis, le Ghana, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède) ont souligné ces points et insisté sur leur pertinence. Lors de la Conférence elle-même, l'IITA a organisé, en collaboration avec l'Initiative mondiale pour la transparence des finances publiques (GIFT), Open Contracting, Publish What You Fund et Transparency International, une manifestation parallèle sur le rôle des normes relatives aux données dans le suivi des engagements en faveur du financement du développement, qui a attiré un grand nombre de personnes. Des orateurs qualifiés ont pris la parole, notamment : Helen Clark, administrateur du PNUD ; le professeur Yemi Osinbajo, vice-président de la République fédérale du Nigéria ; Alexander De Croo, vice-Premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, Belgique ; Hon. M. A. Mannan MP, ministre d'État des Finances et de la Planification, Bangladesh ; Dana Hyde, directrice générale de Millennium Challenge Corporation ; et José Ugaz, président de Transparency International. Le dernier jour de la conférence, un **blog**, animé par Robin Uytendin,

président de l'IITA, a été mis en ligne sur le site de la FdD3. Celui-ci souligne qu'il est important que tous les acteurs de l'aide au développement publient des données relatives à l'ensemble des flux de ressources dans un format commun, afin de faciliter le suivi et l'analyse au niveau national. Grâce aux efforts déployés par ses membres, l'IITA a été citée dans le paragraphe 127 du Programme d'action d'Addis-Abeba :

« Nous estimons qu'une plus grande transparence est essentielle et qu'elle peut être assurée si des informations complètes et prospectives sont publiées sur les activités de développement, selon qu'il conviendra, dans un format électronique commun ouvert. L'accès à des données et statistiques fiables aide les gouvernements à prendre des décisions en toute connaissance de cause, permet à tous les acteurs de suivre les progrès, de comprendre les avantages et les inconvénients, et favorise un climat de responsabilité mutuelle. Nous tirerons des enseignements des initiatives existantes en matière de transparence

et des normes de données ouvertes en vigueur, et prenons note de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide. »

Le sommet du Partenariat pour un gouvernement ouvert, Mexico, octobre 2015

En octobre 2015, l'IITA s'est rendue au sommet du Partenariat pour un gouvernement ouvert, accompagnée de Publish What You Fund et de Development Initiatives, afin d'organiser une séance sur le rôle des normes communes relatives aux données dans la réalisation et le suivi des objectifs de développement durable. Au moyen d'une série de présentations éclair, animées par Martin Tisné, directeur des politiques au sein de l'organisme Omidyar Network, des représentants du gouvernement du Mexique, de Publish What You Fund et de Development Initiatives ont examiné la valeur que représente la mise en commun de normes, aussi bien pour les concepteurs que pour les utilisateurs de normes relatives aux données en libre accès. Les participants ont également abordé la façon dont des normes communes et interopérables permettent d'obtenir les informations les plus pertinentes, indispensables à une meilleure élaboration des politiques et à la responsabilité, notamment en vue de pouvoir mieux vérifier si les nouveaux objectifs de développement durable sont financés et atteints.



Le rôle des normes communes relatives aux données dans la réalisation et le suivi des ODD

Les normes communes relatives aux données : plus de données pour une information de meilleure qualité

@Joinedup_data

#joinedupdata



IITA version 2.01

Notre première version entièrement actualisée (version 2.01 de la norme) a été lancée en janvier 2015 ; elle est désormais utilisée par 114 signataires.

Consultation

Les mises à jour se caractérisent parfois par des modifications significatives qui ne sont pas toujours rétroactivement compatibles. Par conséquent, elles nécessitent une consultation approfondie et l'autorisation formelle du Comité directeur. Le processus complet, d'une durée de neuf mois, s'est articulé autour de trois étapes, chacune se terminant par une approbation officielle. Il a mobilisé plus de 300 contributions écrites, plusieurs séances du GCT 2014, ainsi qu'un certain nombre d'audioconférences qui ont permis aux signataires et aux utilisateurs d'échanger de vive voix.

Contenu

La mise à jour avait pour objectifs principaux la cohérence et la consolidation : renforcer la structure, doter la norme d'un langage neutre et jeter les bases d'un processus pérenne d'identification des organisations. Le GCT réuni à Montréal en janvier 2014 s'était largement entendu sur le fait que, bien que ces mesures soient une réelle corvée, elles représentent notre dernière chance de positionner la norme sur des bases techniquement plus sûres. Les principaux changements apparaissant dans la v2.01 sont les suivants :

- Le nombre de champs obligatoires pour tous les signataires, quelles que soient les conditions, est passé de deux à dix. Les règles relatives à plusieurs champs subsidiaires (qui deviennent obligatoires quand le champ principal est actif) ont également été renforcées. La majorité des signataires de

l'IITA fournissent des données valides dans plus de 95 % des activités pour chaque « élément de base » de la norme IITA.

- Afin que les règles obligatoires soient mises en œuvre avec facilité et cohérence, la norme s'est enrichie d'une dimension « ordinale ». Autrement dit, l'ordre dans lequel les champs sont publiés doit suivre l'ordre spécifié dans le schéma : le modèle technique de la norme.
- Certaines listes répertoriant les codes principaux selon leur acronyme anglais (p. ex., type d'opérations, état d'activité, type de date d'activité) ont été traduites en langage numérique, plus neutre.
- Toutes les occurrences de formulation libre ont été normalisées et remplacées par des zones de texte pouvant être reproduites dans de nombreuses langues.
- Les règles de syntaxe s'appliquant aux identifiants des organisations (en particulier, à ce stade, l'identifiant obligatoire pour l'organisme rapporteur) ont été paramétrées afin de suivre un format type d'organisme et de numéro d'enregistrement.

Enseignements tirés

Plusieurs séances de retour d'expérience ont été organisées lors du GCT tenu en mai 2015 à Ottawa. Les thèmes évoqués à cette occasion sont notamment les suivants :

- Les mises à jour doivent davantage cibler les besoins et les difficultés de traitement générées par les utilisateurs des données.
- L'intention initiale de procéder à une mise à jour annuelle n'est pas judicieuse. Il est plus réaliste de le faire tous les trois ou cinq ans.

- En dépit de la longue période préalable de concertation, certaines décisions ont été prises à la hâte, en fin de projet.
- Un équilibre doit être trouvé afin de transmettre des informations cohérentes aux communautés techniques et autres.
- Les mises à jour doivent s'inscrire dans un cadre et un plan plus thématiques, au lieu d'être un mélange de questions disparates.

L'équipe technique de l'IITA prendra note de ces retours d'expérience, ainsi que d'autres commentaires formulés par la communauté de l'IITA, et apportera des améliorations à la procédure de mise à jour en 2016.

« La version 2.01 donne davantage de rigueur à la norme et permet aux signataires de fournir des données de meilleure qualité. Certains champs maintenant disponibles permettent de mieux contextualiser les données et de les enrichir. Quant aux codes, ils favorisent la neutralité du langage. Globalement, les données sont plus faciles à comparer et donc, à exploiter.

En tant que signataires de l'IITA, nous devons faciliter l'utilisation et la comparaison des données. Afin de permettre aux utilisateurs de tirer le meilleur parti des données de l'IITA, tous les signataires devraient franchir cette étape essentielle et adopter la version actualisée 2.01. »

Horia Sohir Debbiche
coordonnatrice des programmes
IITA et Aidflows, Banque
africaine de développement



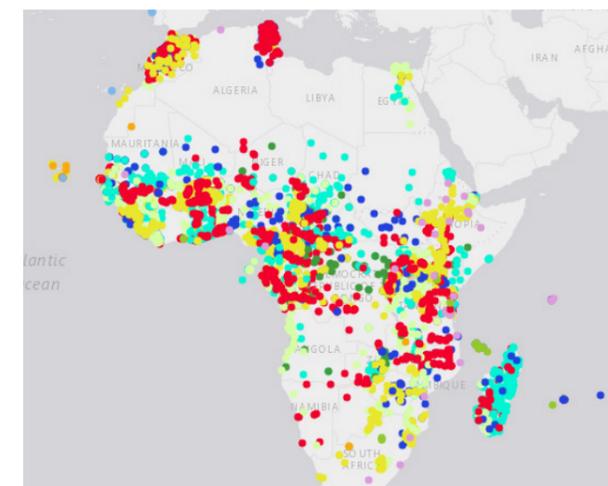
La Banque africaine de développement (BAD) est l'une des quelque cent organisations utilisant la version 2.01 de la norme de l'IITA pour publier leurs données. En octobre 2014, le Comité directeur a adopté la version 2.01 avec ses nouveautés : modification des identifiants des organisations, nombre de champs obligatoires et amélioration du traitement des zones de texte libre.

La BAD s'est engagée depuis longtemps en faveur de la transparence, notamment en publiant ses données conformément à la norme de l'IITA. Dans le cadre de cet engagement, nous nous efforçons constamment de faire preuve d'initiative. Par exemple, nous sommes l'une des premières banques multilatérales de développement à publier des données de géolocalisation. Pour la BAD, l'IITA ne sert pas qu'à transmettre des informations, mais aussi à les rendre plus faciles à comparer et à exploiter. Signataire de l'IITA depuis juin 2013, la BAD a toujours pensé qu'il était possible de progresser et d'obtenir des résultats plus rapidement. Le passage à la version 2.01 a donc été tout naturel. Il nous a ouvert de nouvelles possibilités et nous a permis d'améliorer la qualité de nos données.

Cette transition a été très facile, car les étapes à suivre étaient clairement définies : actualisation des modèles, ajout de nouveaux schémas et suppression des éléments inutiles. Nous avons utilisé l'outil de validation de l'IITA afin de nous assurer de ne

rien oublier et avons été en contact régulier avec l'équipe technique de l'IITA pour bénéficier de ses conseils et de son assistance. L'une des plus grandes difficultés a été de mobiliser l'ensemble du personnel. Pour y parvenir, nous avons collaboré étroitement avec notre équipe informatique qui s'assurait que chacun d'entre nous avait bien compris ce qui devait être ajouté, supprimé et réagencé. Une autre difficulté, plus spécifique, a été de mettre à jour les données géocodées, car nous démarrions avec la version 1.03 pour cette partie de la norme. Là encore, nous avons pu surmonter les complications rencontrées grâce à l'assistance de Development Gateway et de l'équipe technique de l'IITA.

Comme nous faisons partie des premiers signataires à adopter la version 2.01, quelques obstacles nous attendaient lors ce « voyage dans l'inconnu ». Toutefois, cette transition s'est faite en douceur



Map Africa : la plateforme interactive de la BAD qui cartographie la répartition des investissements.

grâce à une excellente coopération, à la fois interne et externe.

La version 2.01 donne davantage de rigueur à la norme et permet aux signataires de fournir des données de meilleure qualité.

Certains champs maintenant disponibles permettent de mieux contextualiser les données et de les enrichir. Quant aux codes, ils favorisent la neutralité du langage. Globalement, les données sont plus faciles à comparer et donc, à exploiter.

Le passage à la nouvelle version fait partie intégrante de notre statut de signataire de l'IITA. On trouve toute l'aide nécessaire en ligne, et l'équipe technique de l'IITA est toujours disponible pour vous conseiller et vérifier vos données. L'outil de validation joue lui aussi un rôle important, car il permet de vérifier la validité des fichiers de données en les comparant au schéma 2.01. Si vous publiez

actuellement des données avec la version 1.04 ou 1.05, vous n'avez qu'à redéfinir le modèle dont vous vous servez et créer une nouvelle mise en correspondance avec la norme révisée.

En tant que signataires de l'IITA, nous devons faciliter l'utilisation et la comparaison des données. Afin de permettre aux utilisateurs de tirer le meilleur parti des données de l'IITA, tous les signataires devraient franchir cette étape essentielle et adopter la version actualisée 2.01.

Institutions de financement du développement

En 2013 et 2014, le Secrétariat de l'IITA a travaillé en partenariat avec un groupe² de représentants d'institutions de financement du développement (IFD), d'institutions financières internationales (IFI) et de banques multilatérales de développement (BMD), afin de s'entendre sur les bonnes pratiques applicables aux organisations de ce groupe qui souhaitent publier leurs données conformément à la norme de l'IITA.

Les IFD et IFI travaillent en étroite collaboration avec leurs homologues du secteur privé. Dans cet environnement, la transmission d'informations relatives aux activités du secteur privé doit respecter les restrictions juridiques et les règles de confidentialité commerciales. Les IFD et IFI doivent donc aborder la publication de données conforme à la norme de l'IITA sous un angle légèrement différent de celui des donateurs traditionnels. Qui plus est, les modèles économiques de ces organisations ne leur permettent pas de communiquer sur les flux financiers prospectifs.

La prise de conscience généralisée de ces spécificités par comparaison avec les acteurs traditionnels de l'aide au développement et

de son financement a constitué le point de départ du processus de concertation sur les bonnes pratiques applicables aux IFD et IFI désireuses d'adhérer à la norme. Plutôt que de se fonder sur des politiques d'exclusion individuelle, le groupe souhaitait vivement parvenir à s'entendre sur la façon de publier des données selon la norme de l'IITA. Toutes les organisations ont reconnu qu'elles apprécieraient davantage de clarté et la garantie que l'IITA accepte qu'elles adoptent une approche légèrement différente, même si le nombre de champs obligatoires que l'IITA impose à tous ses signataires est réduit. En se penchant sur ces questions, le groupe s'est appuyé sur le calendrier de mise en œuvre de la norme commune et a déterminé, pour chacun des éléments, si les IFD et IFI rencontreraient des difficultés à fournir les informations demandées pour publier les données conformément à la norme de l'IITA.

Le calendrier a ainsi fait l'objet des modifications et des suppressions énumérées ci-après :

- La formulation a été adaptée au vocabulaire et aux modèles économiques spécifiques des IFD et IFI.

- Les IFD et IFI signataires ne seront pas tenues de publier des informations prospectives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles en raison d'un modèle économique axé sur la demande, soit par respect du secret des affaires.
- La publication de données relatives aux décaissements et aux dépenses peut être différée ou suspendue en raison de restrictions juridiques.
- Les données relatives aux remboursements (en particulier la vente d'actions ou le remboursement de prêts) ne seront pas publiées par respect du secret des affaires.

Suite à ce processus, la Banque européenne d'investissement, le Groupe de développement des infrastructures privées et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement sont devenus signataires de l'IITA, tandis que la BAD, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, les Centers for Disease Control and Prevention et le Fonds international de développement agricole l'étaient déjà.

²Banque africaine de développement (BAD) ; Banque asiatique de développement (BASD) ; Banque de commerce et de développement de la mer Noire ; Banque européenne d'investissement (BEI) ; Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ; Banque interaméricaine de développement (BID) ; Banque mondiale ; CDC Group plc ; Fonds international de développement agricole (FIDA) ; Groupe de développement des infrastructures privées (PIDG) ; Société financière internationale (SFI) et Swedfund.



La Banque européenne d'investissement (BEI) est signataire de l'IITA depuis un an. Nous perfectionnons constamment nos systèmes de façon à améliorer la disponibilité et la communication de nos données.

Nos partenaires et parties prenantes accueillent cette initiative avec enthousiasme, et la coopération avec d'autres institutions européennes sur les questions liées au renforcement de la transparence s'est resserrée.

Cette année, à la suite d'une concertation publique approfondie, nous avons remanié notre politique de transparence. Notre nouvelle politique nous contraint à respecter dans nos activités quotidiennes les normes de transparence les plus rigoureuses et fait spécifiquement référence aux engagements de l'IITA.

La publication d'informations conformes à la norme de l'IITA nous a fait réfléchir à la façon d'améliorer la présentation de nos données et projets en ligne, et de relier différents outils en ligne y afférents. L'IITA a également joué un rôle favorable dans l'amélioration de la qualité des données et la sensibilisation du personnel à la transparence. Le téléchargement de fichiers IITA n'a cessé d'augmenter, ce qui prouve que les données de la BEI sont utilisées et que nos activités ont gagné en visibilité. Comme nous attachons une

importance particulière à la publication de données en temps utile, nous avons expliqué à notre personnel que toutes les données qui sont saisies dans le système apparaissent en ligne peu de temps après, sans faire l'objet de modifications manuelles. Grâce à ces dispositions, nous pouvons désormais donner accès à des données actualisées chaque mois.

En tant qu'institution financière collaborant souvent avec le secteur privé dans le domaine du développement, la BEI possède un modèle économique et un mode de fonctionnement différents de ceux des organismes d'aide traditionnels. Le fait que l'IITA et sa norme n'aient pas été conçues pour des institutions de ce type a posé certaines difficultés. C'est pourquoi, avant de devenir signataires, nous avons travaillé en étroite collaboration avec le Secrétariat de l'IITA et d'autres institutions de financement du développement afin d'instaurer des directives spécifiquement adaptées aux organisations du secteur de la finance. On ne devient pas signataire de l'IITA du jour au lendemain. Des ressources doivent être mobilisées (la transparence n'est pas gratuite), mais c'est un investissement qui rapporte. Après seulement six mois, le partenariat avec l'IITA s'est avéré très rentable : nous avons automatisé la publication autant que possible, ce qui nous a permis de réduire la charge de travail à son minimum.

Les documents contenant des informations dont la publication ne peut être automatisée continuent de soulever des difficultés.

Le travail accompli par la BEI en collaboration avec le Secrétariat de l'IITA et d'autres IFI/IFD en vue d'adapter la norme de l'IITA aux organisations du secteur de la finance a été couronné de succès et a grandement contribué à rapprocher de l'IITA les IFI/IFD ayant des modèles économiques similaires.

Aujourd'hui, nous conseillons des institutions financières qui collaborent aussi avec le secteur privé dans le domaine du développement sur la façon de s'associer à l'IITA.

2. Notre communauté

La communauté de l'IITA est un ensemble dynamique et diversifié de signataires, d'utilisateurs des données, de militants politiques en faveur de la transparence, de communicants, d'experts techniques et, de manière générale, de défenseurs de l'accès libre aux données. Ils viennent de tous pays et de tous types d'organisme, depuis les petites OSC des pays en développement jusqu'aux grandes multinationales.

L'identité de la communauté de l'IITA s'est construite autour d'un réseau de groupements interdépendants qui, ensemble, forment le cœur de l'initiative. La communauté se compose de groupes différents mais qui ne s'excluent pas les uns des autres. Lors des nombreux forums organisés, exécutants, signataires, développeurs, fournisseurs et

utilisateurs de données échangent et s'entraident activement. Ce sont les membres de l'IITA (responsables du consensus politique) et le GCT (responsable de l'innovation technique et du développement de la norme) qui, ensemble, pilotent l'initiative et son projet.

2015 s'est avéré une année charnière et productive pour la communauté de l'IITA : pour la première fois, des délégations clés issues de ses membres et du GCT se sont rassemblées à l'occasion d'une réunion conjointe, à Ottawa, dans le but de faire avancer l'IITA ensemble, à la fois sur le plan technique et politique. Cet événement, qui rassemblait signataires et utilisateurs en vue d'améliorer la qualité et l'utilisation des données au niveau national, a tissé et renforcé les liens au sein de la communauté. L'orientation

stratégique est le fruit d'un consensus politique rassemblant autour de lui l'ensemble des membres et intégrant plus particulièrement l'avis des pays partenaires et des OSC qui représentent les intérêts et les besoins des utilisateurs finals des données de l'IITA.

La communauté de l'IITA fait office de forum pour tous les défenseurs de la transparence et du libre accès aux données partageant les mêmes idées, ce qui permet une meilleure collaboration entre toutes les parties prenantes impliquées. L'avenir de l'IITA repose sur la force de sa communauté et sur le soutien indéfectible de toutes ses parties prenantes. Le présent rapport annuel rend compte de l'augmentation du nombre de membres de l'IITA et présente les réalisations du GCT.



Ottawa 2015

TAGGED

Pays membres de l'IITA



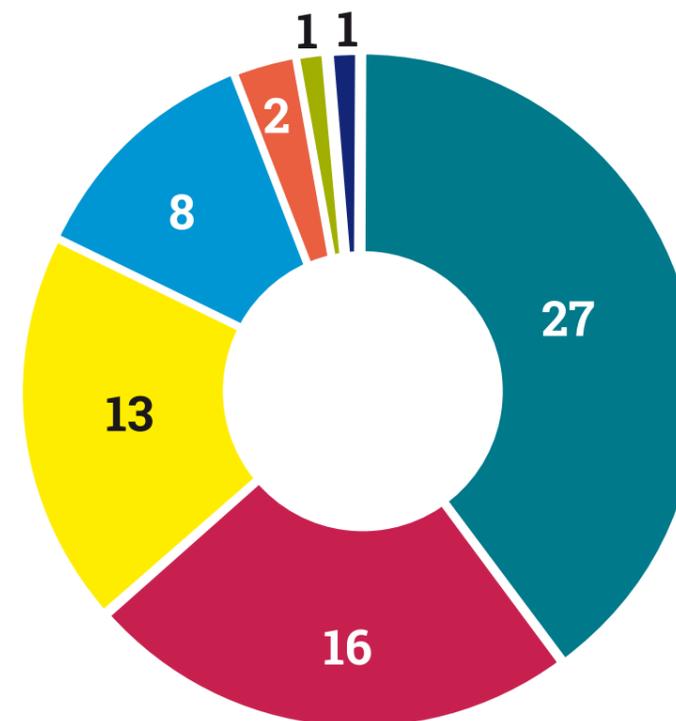
Cette carte localise les membres de l'IITA dans le monde.

Consulter la liste complète à l'annexe 2

Figure 5 : Pays membres de l'IITA



Figure 6 : Membres de l'IITA par type d'organisation



- Pays partenaire
- Fournisseur d'aide au développement – Partenaire multilatéral
- Fournisseur d'aide au développement – État
- OSC et autres organisations
- Fournisseur d'aide au développement – Fondation
- Fournisseur d'aide au développement – Partenariat public-privé
- Fournisseur d'aide au développement – Autre organisation du secteur public

Figure 7 : Nouveaux membres de l'IITA depuis 2014

Nom	Type d'organisation	Année d'adhésion
Development Gateway	OSC et autres organisations	2014
Myanmar	Pays partenaire	2014
Yémen	Pays partenaire	2014
Bénin	Pays partenaire	2015
Burundi	Pays partenaire	2015
Catalpa International	OSC et autres organisations	2015
Cordaid	OSC et autres organisations	2015
Nigéria	Pays partenaire	2015

« Catalpa a bénéficié de l'expérience des organisations de l'IITA qui ont adopté le principe de transparence et du partage des données. Cette transparence nous a permis de fournir des données plus pertinentes aux décideurs nationaux afin qu'ils puissent renforcer et étayer les décisions prises à l'échelle locale. L'utilisation des données de l'IITA a jeté les bases d'une collaboration plus étendue entre notre organisation et nos partenaires. »

David Roach

Directeur et cofondateur de Catalpa International

« La tenue d'un atelier de sensibilisation contribuera à doter les citoyens des outils et des compétences nécessaires pour avoir accès aux données de l'IITA et les analyser. Il constituera en outre une valeur ajoutée au sein de l'engagement du gouvernement actuel, en faveur de la transparence et de la responsabilité en matière d'utilisation des fonds publics, y compris de l'aide au développement. »

M. Basse Akpanyung

Secrétaire de la Commission nationale de planification, Nigéria

Les avantages de l'adhésion à l'IITA

2015 a été une année décisive pour l'IITA et ses membres. Une fois de plus, il est clairement apparu que la transparence est essentielle à la réussite future du secteur du développement. Le compte rendu final du financement du développement a reconnu que la transparence devait être accrue et que l'IITA constituait un moyen d'accès à des données fiables. Les objectifs de développement durable (ODD) ont souligné l'importance du partenariat pour le développement durable, dans le cadre duquel les acteurs de l'aide au développement détiennent les informations nécessaires pour engager leur responsabilité mutuelle.

En devenant membres de l'IITA, un des chefs de file du libre accès aux données, les donateurs prouvent leur engagement en faveur de la transparence et de la responsabilité. L'IITA est une initiative volontaire, ouverte à tous les donateurs désireux d'accroître la transparence de l'aide au développement et de rendre cette coopération plus efficace dans la lutte contre la pauvreté. L'IITA étant de nature

multipartite, l'invitation à devenir membre du Comité directeur et à y jouer un rôle actif est ouverte à tous les donateurs bilatéraux, institutions multilatérales, institutions de financement du développement et pays partenaires, ainsi qu'aux OSC.

En rejoignant l'IITA, les organisations affichent clairement leur engagement en faveur de la transparence dans le secteur du développement et leur volonté d'être reconnus comme des acteurs majeurs en la matière. C'est également une manière pour elles de participer à la gouvernance de l'initiative et de contribuer à son développement. Les membres du Comité directeur sont au cœur du processus décisionnel concernant l'orientation politique et la gestion de l'IITA. Collectivement, les membres facilitent également le travail technique de l'IITA : ils ajustent la norme de façon à ce qu'elle continue de remplir sa mission et l'adaptent aux besoins futurs.

Les membres de l'IITA donnent l'exemple. En renforçant leur

engagement à rendre ouvertement compte de leurs activités, ils justifient avoir l'intime conviction que le libre accès aux données est le garant de l'efficacité et de la responsabilité.

Les partisans de l'IITA apportent leur soutien financier pour renforcer le rôle phare joué par l'initiative dans le secteur de la transparence. Grâce à une cotisation minimale des adhérents, et aux contributions volontaires indispensables des grands partisans, l'IITA est en mesure de réunir les fonds nécessaires à la continuité de ses efforts en faveur du développement et de l'adaptation aux besoins des utilisateurs.

Grâce au ferme soutien de ses membres, l'IITA sera en mesure de réaliser ses ambitions : favoriser et faciliter une utilisation généralisée de ses données, continuer d'aider les signataires à améliorer la qualité des données existantes et veiller à ce qu'elle reste un acteur de premier plan dans l'évolution des données ouvertes et de la transparence.

« Cordaid est convaincu que la cocréation est porteuse de transformation. Le recours à l'IITA et aux données ouvertes dans le secteur du développement international remet en question le statu quo et exige de révolutionner les méthodes de travail de toutes les parties prenantes. Nous faisons tous preuve d'une plus grande responsabilité et d'une plus grande transparence, mettons davantage l'accent sur les résultats et les impacts que sur les contributions et les activités, et favorisons la coopération et la collaboration.

Nous sommes aussi en mesure de gérer les réalités complexes qui composent notre environnement de travail et d'impliquer toutes les parties prenantes dans chaque étape de l'élaboration de solutions durables. L'IITA a joué un rôle moteur dans la diffusion au sein de Cordaid d'une culture de gestion axée sur les résultats et dans l'harmonisation de notre langage avec les normes internationales reconnues.

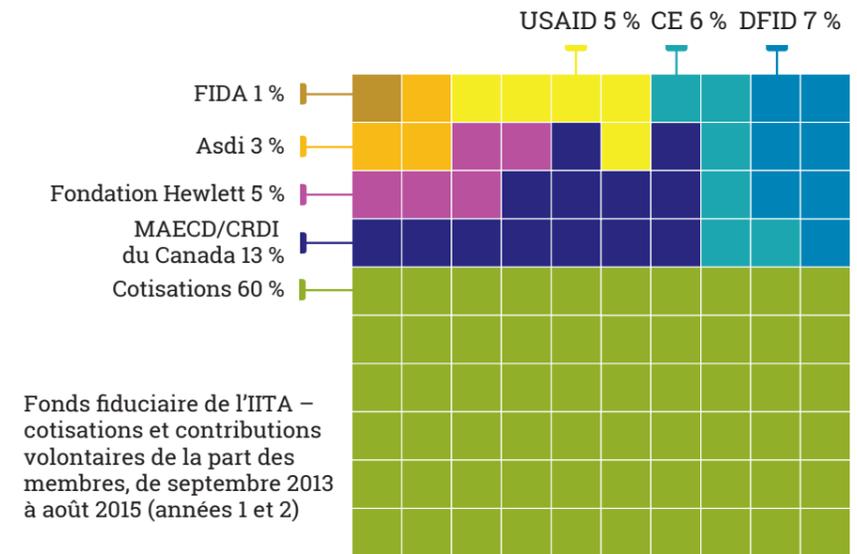
Simone Filippini

Directrice générale, Cordaid



Finances

Figure 8 : Contributions financières en faveur de l'IITA



Le GCT 2014 à Montréal

« Le GCT a été une expérience inoubliable : la diversité des participants, et le débordement d'énergie et d'enthousiasme étaient fantastiques. Nous avons toute une communauté dynamique de cracks de l'informatique, de surdoués des données, de responsables politiques et de communicateurs. Si nous parvenons à exploiter leur créativité, nous pourrions continuer de reproduire les réalisations extraordinaires de l'IITA. »

John Adams, président du GCT du ministère du Développement international du Royaume-Uni

Rencontre du GCT et du Comité directeur de l'IITA, Ottawa, 2015

- Manifestation de 3 jours rassemblant les communautés techniques et politiques de l'IITA.
- Plus de 130 représentants
- 77 gouvernements, organisations multilatérales, ONG, OSC et organisations du secteur privé

Le rapport financier figure en annexe 3, page 81.

Pour de plus amples informations sur la façon d'aider l'IITA à réaliser tout son potentiel, cliquez [ici](#).

Contributions de la communauté

La nature multipartite de l'IITA s'illustre également dans son modèle de financement, qui combine cotisations des adhérents et contributions volontaires. Les contributions volontaires fournies par les membres sont une source de financement essentielle aux travaux et à la réussite de l'initiative, et sans laquelle l'IITA ne pourrait pas fournir de résultats substantiels. Nous remercions les membres de l'IITA d'avoir généreusement soutenu nos activités, au cours des deux dernières années, au moyen de contributions supplémentaires. Ces fonds ont vraiment permis de modeler et de renforcer la communauté de l'IITA et ses progrès, comme en témoigne l'exemple des contributions du Canada, figurant dans ce rapport.

Financer l'avenir de l'IITA

Les membres de l'IITA ont convenu d'un ensemble d'activités qui permettront de concrétiser la vision ambitieuse de l'initiative en matière d'utilisation et de qualité des données. Grâce au ferme soutien de ses membres, l'IITA sera en mesure de réaliser ses ambitions : favoriser et faciliter une utilisation généralisée de ses données, continuer d'aider les signataires à améliorer la qualité des données existantes et veiller à ce qu'elle reste un acteur de premier plan dans l'évolution des données ouvertes et de la transparence.

Améliorer la qualité des données existantes

Faire évoluer les données ouvertes et a transparence

Favoriser et faciliter une utilisation généralisée des données de l'IITA

Rapport du Groupe consultatif technique (GCT)



John Adams, président du GCT

« Une atmosphère très ouverte et engageante. »

« Ça a été une expérience fabuleuse, et j'ai hâte d'y contribuer plus activement. »

« Voir tout l'engagement et l'intérêt que suscite l'IITA me motive comme jamais. »

La session 2015 du GCT de l'IITA a été généreusement organisée par le Centre de recherches pour le développement international³, à Ottawa (Canada), à la fin du mois de mai. Une centaine de membres de la communauté de l'IITA se sont retrouvés pour deux jours et demi d'ateliers et de discussions en préparation de la réunion du Comité directeur. Cette rencontre, comme celle qui s'était tenue à Montréal, s'est caractérisée par un réel débordement d'énergie et d'enthousiasme, et par la volonté affichée des membres de partager leurs connaissances et leur expérience.

La rencontre du GCT a offert toute une panoplie d'occasions d'échange, depuis les sessions d'analyse approfondie des modèles de traçabilité jusqu'aux présentations éclair de cinq minutes, en passant par les ateliers, les séances formelles et plénières et les conversations très fructueuses autour d'un café.

Thèmes abordés

Les sessions du GCT se sont articulées autour des grands thèmes suivants :

« *La bonne méthode* » abordait la manière dont nous améliorons collectivement la qualité des données que nous publions.

Le GCT est un forum utile de partage des connaissances qui encourage les signataires à s'améliorer constamment. La rencontre des utilisateurs avec les fournisseurs de données facilite grandement ce processus.

« *L'utilisation des données* » explorait comment les données servent à résoudre des problèmes concrets, comme la traçabilité des flux d'aide ou l'importation dans les systèmes nationaux. Donner l'occasion aux fournisseurs de se retrouver en présence des utilisateurs les a vraiment aidés à comprendre les besoins.

Le thème « *Les étapes suivantes* » était axé sur l'évolution de la norme en réponse aux demandes des utilisateurs.

Des difficultés subsistent...

Bien que la rencontre du GCT à Ottawa ait révélé que la norme de l'IITA gagne en maturité et devient un moyen efficace et universel de partager les données ouvertes relatives aux flux d'aide, il reste encore beaucoup à faire, notamment dans les domaines suivants :

Nous devons continuer de rapprocher les signataires et les utilisateurs des données. Il est difficile pour les signataires de savoir de quelle manière et dans quels domaines améliorer leurs données. Lorsqu'ils reçoivent des retours d'expérience de la part des utilisateurs, les signataires réalisent que leur travail n'est pas vain. Du côté des utilisateurs, il leur est difficile d'obtenir les améliorations qu'ils souhaitent s'ils ne peuvent pas communiquer directement avec les signataires et leur expliquer leur problème.

Nous devons trouver des exemples illustrant avec clarté l'effet positif exercé par l'IITA sur le financement du développement international en termes d'acheminement, de responsabilité ou d'impact. Certaines actions sont prometteuses, comme l'utilisation des données de l'IITA dans le système national de gestion de l'information sur l'aide (SGIA) ou dans le cadre d'une approche commune des donateurs au sein d'un pays.

L'utilisation des données se heurte toujours à des obstacles de taille. Certains sont d'ordre technique. Par exemple, nous devons trouver des moyens plus efficaces de convertir les données XML au format utilisé par la plupart des analystes. D'autres sont dus à la complexité des données et à la façon dont les différents signataires ont adopté la norme. Enfin, les données manquent parfois de visibilité par rapport à d'autres sources d'informations.

Nous devons résoudre de graves difficultés : par exemple, montrer dans la pratique comment suivre les fonds transférés d'une organisation à une autre (le Royaume-Uni et les Pays-Bas sont les pionniers dans ce domaine), comment étendre l'IITA à des secteurs d'activité connexes, tels que l'aide humanitaire, ou encore comment fusionner l'IITA avec d'autres normes ouvertes⁴ pour pouvoir répondre à un éventail plus large de questions relatives au développement international.

...mais la communauté a la capacité de les résoudre

La communauté du GCT se compose de personnes talentueuses et passionnées. Elle est aussi éclectique, car elle rassemble les représentants de donateurs, de pays partenaires, d'organisations du secteur privé, d'OSC, de fondations, etc. D'un commun accord, le GCT oriente ses efforts vers l'amélioration de la qualité des données et de leur utilisation.

Comme c'est le cas dans de nombreux groupes, les membres du GCT sont plus efficaces quand ils occupent un seul poste et se concentrent sur une seule activité, comme à l'occasion d'une rencontre du GCT. Nous nous retrouvons face à nos difficultés lorsque nous reprenons nos activités quotidiennes et que nous perdons l'élan insufflé par le GCT aux initiatives convenues. J'encourage tous les membres du GCT à fournir de vigoureux efforts pour ne rien perdre de leur engagement envers la communauté entre deux rencontres, grâce à la collaboration en personne, aux plateformes en ligne telles que IATI Discuss, et aux possibilités qu'offrent les audioconférences.

Globalement, je reste convaincu que la communauté du GCT joue un rôle essentiel dans le succès durable de l'IITA et qu'elle contribue avec talent à la révolution des données. Ottawa l'a confirmé.

« Constructif et créatif, une très belle occasion de rencontrer des collègues enthousiastes. »

³ Cet événement a été organisé grâce au soutien financier du Centre de recherches pour le développement international (Canada) et du gouvernement canadien par l'intermédiaire des ministères des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.

⁴ À Ottawa, lors d'une manifestation parallèle, l'IITA a rejoint l'Alliance pour les données communes (Joined-up Data Alliance), qui rassemble des organismes de normalisation en vue de résoudre des problèmes communs. Nous espérons que notre adhésion permettra d'améliorer l'interopérabilité des normes tout en renforçant chacune d'entre elles. Se reporter à la page 74 pour de plus amples informations sur l'Alliance.

Participants à la rencontre du GCT et du Comité directeur en 2015 à Ottawa



Rencontre du GCT et du Comité directeur de l'IITA, Ottawa

- Manifestation de trois jours rassemblant les communautés techniques et politiques de l'IITA
- Plus de 130 représentants
- 77 gouvernements, organisations multilatérales, ONG, OSC et organisations du secteur privé

Figure 9 : Pays ayant participé à la rencontre du GCT et du Comité directeur en 2015 à Ottawa

3. Progrès et défis

L'IITA ne cesse d'améliorer la qualité de ses données, notamment pour ce qui est de leur publication en temps utile (consulter la figure 10). Avec l'aide de l'équipe technique de l'IITA, de nombreux signataires unissent leurs efforts afin d'apporter aux systèmes et aux processus les améliorations nécessaires à l'amélioration de la qualité des données qu'ils publient.

Dans cette section, nous analysons la qualité de l'ensemble des signataires de l'IITA selon les trois critères de Busan⁵ : la publication en temps utile, le niveau de détail et le caractère prospectif. Nous y présentons aussi les expériences d'un large éventail d'organisations qui publient et améliorent les données de l'IITA, depuis les ONG de petite taille jusqu'aux grands groupes multilatéraux et bilatéraux, qu'elles proviennent de récents adhérents ou de partenaires de

longue date. Ces trois dimensions ont été mises en évidence lors de l'engagement, pris en 2011 à Busan, en faveur de la transparence, et constituent la base sur laquelle se fondent les statistiques du **tableau de bord de l'IITA** ainsi que la méthodologie de calcul de l'indicateur de transparence, conçu par le Partenariat mondial.

Les données ayant servi aux représentations graphiques proviennent du tableau de bord de l'IITA, à partir duquel n'importe qui peut vérifier à tout moment les progrès réalisés par chaque signataire dans les trois dimensions qualitatives, dans la section « **Publishing Statistics** ». Comme il est actualisé chaque nuit, ce tableau de bord fournit un aperçu en temps réel des données disponibles. Pour de plus amples informations sur l'utilisation du tableau de bord, consulter les pages 58 et 59.

Pourquoi la publication des données en temps utile, leur niveau de détail et leur caractère prospectif sont-ils importants ?

En 2008, l'IITA a entamé son projet de normalisation en s'enquérant auprès des parties prenantes des pays partenaires de leurs besoins en termes d'informations. Cette enquête a confirmé que leur priorité absolue était de disposer d'informations **publiées en temps utile**, actualisées, fiables et portant sur **les flux d'aide présents et futurs (prospectifs)**. Leur souhait était aussi d'avoir accès à des données **détaillées**, de façon à pouvoir broser un tableau complet des ressources disponibles au niveau national, y compris des données provenant d'acteurs non traditionnels.

⁵ Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement, paragraphe 23c.

3.1 Améliorer la qualité des données

Les gouvernements des pays partenaires doivent impérativement disposer de données actualisées en temps utile pour préparer leur budget, améliorer la gestion macroéconomique, limiter les doubles emplois et faire preuve d'une plus grande responsabilité dans la prestation de services.

C'est aussi vrai pour les donateurs, qui doivent être en mesure d'améliorer la coordination avec d'autres acteurs et de contribuer à une meilleure responsabilité à l'échelle nationale. Le constat est le même pour les parlementaires et les OSC, dans les pays des donateurs comme dans les pays partenaires, car sans cela ils ne peuvent pas demander de comptes aux États sur l'utilisation des ressources.

L'ensemble des signataires de l'IITA ont réalisé des progrès remarquables en matière de publication en temps utile des données. Alors qu'un nombre trop important d'organisations ne mettent pas leurs données à jour au moins une fois par an (62 %), 31 % des signataires les actualisent au moins une fois par trimestre. Cependant, pour ce qui est des volumes de flux signalés à l'IITA, le bilan est beaucoup plus positif, comme le montre la figure 10 ci-dessous.

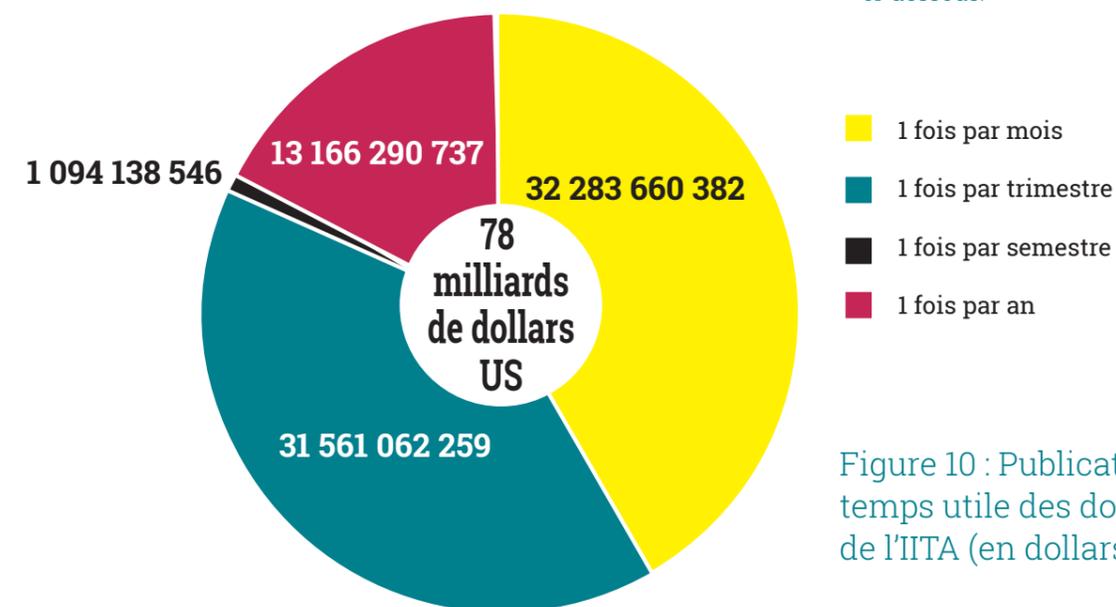


Figure 10 : Publication en temps utile des données de l'IITA (en dollars US)

Cette année, les signataires ont indiqué à l'IITA que le montant de leurs décaissements et dépenses jusqu'au 30 octobre 2015 s'élevait à **78 milliards de dollars US**, dont :

80 % (63 milliards de dollars US) provenant de signataires mettant à jour leurs données au moins une fois par trimestre

41 % (32 milliards de dollars US) provenant de signataires mettant à jour leurs données au moins une fois par mois.



En 2015, le gouvernement des États-Unis a continué à faire des progrès considérables vers la réalisation de nos objectifs d'accès libre et transparent aux données relatives à l'aide étrangère. ForeignAssistance.gov, qui est l'outil américain de communication d'informations à l'IITA, transmet à présent beaucoup plus de données à partir d'un plus large ensemble de sources.

Dix organismes alimentent aujourd'hui le site ForeignAssistance.gov. Ces organismes représentent 98 % du portefeuille de l'aide étrangère. Outre les budgets, les données financières et les allocations, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le Département d'État prévoient de communiquer les résultats des programmes obtenus dans chaque pays bénéficiaire d'ici la fin de l'année civile 2015.

Ces mesures soutiennent nos efforts visant à intégrer des indicateurs de résultats pertinents dans les programmes, afin de faciliter la planification programmatique.

La collecte de données relatives au financement et aux programmes auprès des dix organismes du gouvernement américain pose toutefois des difficultés, telles que le manque de données ou la disparité, voire l'incompatibilité des systèmes d'enregistrement.

Par exemple, les organismes suivent parfois les données budgétaires et financières à l'aide de nombreux systèmes qui ne sont pas toujours reliés aux systèmes de gestion des programmes.

Afin de contribuer au programme américain en faveur de la transparence de l'aide, l'USAID a mené trois études en la matière dans des pays pilotes : le Bangladesh, le Ghana et la Zambie. Ces derniers ont évalué la demande de données que nous rendons disponibles, y compris au format IITA, ainsi que leur pertinence et leur adaptabilité à différents groupes d'utilisateurs. Les résultats des recherches ont mis en évidence une méconnaissance récurrente des sources d'information existantes, des efforts réalisés en faveur de la transparence de l'aide et de leur pertinence. Ils ont également révélé la nécessité d'améliorer l'accessibilité et l'utilisation des données, autant par les utilisateurs externes qu'au sein du gouvernement des États-Unis. Le **rapport final** résume les résultats de cette enquête et fournit des recommandations en vue d'aider à améliorer la transmission des données liées à l'aide étrangère, afin de faire en sorte que les efforts en faveur de la transparence déployés par le gouvernement américain se répercutent sur le développement. Bien que le rapport soit surtout axé sur les États-Unis, tous les contributeurs de l'IITA trouveront des renseignements utiles dans les principaux résultats, les conclusions et les recommandations.



Au service des peuples et des nations

En tant que dépositaires de la confiance publique, nous, représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), avons l'obligation d'accomplir notre travail de la manière la plus transparente possible.

Cela est particulièrement vrai en 2015, une année charnière pour le développement mondial, au cours de laquelle les dirigeants du monde se sont attelés à un nouveau programme de développement durable à la suite de la récente adoption des ODD. L'accès public à l'information est essentiel à la participation efficace au processus de développement humain de toutes les parties prenantes, y compris les citoyens ordinaires. Un meilleur accès à l'information permet aux individus de demander plus facilement des comptes aux dirigeants et aux acteurs du développement. Plus le PNUD assumera ses responsabilités vis-à-vis du public qu'il sert, plus nous soutiendrons efficacement les efforts déployés par les pays en développement en vue d'atteindre les ODD et de lutter contre le changement climatique.

Au PNUD, nous avons un engagement de longue date en faveur de la transparence. Chaque mois, nos bureaux de pays publient en ligne des informations relatives aux finances, à la passation de marchés et aux programmes. Quant à open.undp.org, notre portail de transparence, il donne un accès libre, exhaustif et public aux données de plus de 6 000 projets de développement menés dans 177 pays et territoires du monde entier.

En 2014, l'indice de la transparence de l'aide de Publish What You Fund a reconnu les efforts que nous avons déployés en vue d'améliorer la transparence, en classant le PNUD en tête de 68 grandes institutions évaluées dans le monde entier.

Par ailleurs, nous avons accentué en 2015 nos efforts en transmettant beaucoup plus de documents de projets que l'an dernier, et en publiant pour la toute première fois des budgets prospectifs liés aux activités, des résultats et des résumés de contrats. En outre, nous avons mis à jour notre politique de divulgation d'informations pour la rendre plus autonome et l'harmoniser avec les bonnes pratiques internationales. Le travail accompli par le PNUD pour accroître la transparence ne s'est pas fait en un claquement de doigts. C'est l'aboutissement d'un processus de longue haleine reposant sur la coordination d'équipes internes variées (finances, technologie, politiques, gestion des opérations et communication) ainsi que sur la bonne coopération entre le siège, les régions et les bureaux de pays. S'assurer que les données sont d'une qualité suffisante pour être publiées conformément à la norme de l'IITA est un long processus, sans oublier que les limitations – et les modifications qui en ont par conséquent découlé – de nos outils technologiques et systèmes

ont compliqué la collecte et la publication de données conformes à nos nouveaux critères.

Notre dur labeur a été récompensé, et nous avons déjà pu constater les avantages de l'amélioration de notre transparence. Faisant partie intégrante du processus de publication de données de l'IITA, tous les bureaux de pays du PNUD et unités administratives ont dû examiner leurs données de projet. Cela a permis un meilleur partage de l'information en interne, ainsi qu'une amélioration de la qualité des données elles-mêmes.

Les unités et bureaux de pays du PNUD ont également commencé à utiliser les données de l'IITA disponibles sur open.undp.org à des fins de suivi et de surveillance internes. Voici un exemple récent :

L'unité d'évaluation du PNUD a utilisé nos données de l'IITA afin de trouver des renseignements sur nos projets anticorruption et leur incidence au niveau des pays.

Le PNUD est devenu l'un des chefs de file du mouvement pour la transparence ; il a notamment pris les rênes du Secrétariat de l'IITA en engageant l'ensemble de l'organisation à faire tout son possible pour se conformer à la norme de l'IITA et promouvoir son application.

Nous pensons que les institutions transparentes, réactives et responsables joueront un rôle capital dans l'amélioration du niveau de vie et dans la mise en œuvre du nouveau programme de développement durable dans les 15 années à venir.

Niveau de détail

Figure 11 : Niveau de détail : Nombre de signataires de l'IITA fournissant des données valides pour chaque élément dans plus de 95 % des activités

	Éléments de base			
	2014		2015	
	Nbre de signataires	% de signataires	Nbre de signataires	% de signataires
Organismes rapporteurs	290	82	293	83
Titre	284	80	289	82
Version	273	77	286	81
Statut	278	79	281	80
Identifiant IITA	269	76	274	78
Description	251	71	260	74
Date de l'activité	246	70	250	71
Secteur	202	57	222	63
Organisation participante	193	55	201	57
Pays ou région	187	53	199	56

Figure 12 : Niveau de détail : Nombre de signataires de l'IITA fournissant au moins quelques données valides pour chaque élément

	Éléments « valeur ajoutée »			
	2014		2015	
	Nbre de signataires	% de signataires	Nbre de signataires	% de signataires
Secteurs du CAD	198	56	187	53
Contacts	169	48	174	49
Documents d'activité	131	37	146	41
Site d'activité	95	27	94	27
Détails de l'emplacement	68	19	69	20
Conditions applicables	27	8	28	8
Résultat/Indicateur	19	5	24	7
Coordonnées géographiques	14	4	20	6
Dépenses en capital	7	2	9	3



Des données détaillées provenant de tous les acteurs clés sont essentielles pour fournir aux gouvernements des pays partenaires un aperçu des ressources internationales disponibles. L'accès à des données détaillées permet d'améliorer l'harmonisation des budgets, renforce les capacités de coordination nationales et encourage la responsabilité mutuelle. Les donateurs peuvent associer leurs dépenses aux résultats obtenus, coordonner leurs efforts et appuyer la recherche et l'apprentissage. Les parlementaires et les OSC disposent grâce à cet accès des moyens nécessaires pour réaliser des études et faire pression sur les gouvernements afin de les inciter à agir ; lorsque les OSC publient elles-mêmes les données, leur visibilité, leur responsabilité et leur efficacité s'en trouvent renforcées.

Les tableaux ci-après indiquent que, même si la majorité des signataires publient des données valides pour les éléments de base, ceux qui utilisent les éléments « valeur ajoutée » de la norme ont encore beaucoup de progrès à faire. Les faibles performances dans ce domaine affectent la disponibilité des informations sur la géolocalisation et les résultats ainsi que l'accès aux documents clés liés aux activités, laissant les utilisateurs dans le flou concernant ces dernières.

« La transparence et le libre accès aux données jouent un rôle clé dans la réalisation de notre objectif, à savoir apprendre de notre processus de développement et redoubler d'efforts, en particulier quand on songe aux nombreux défis que soulève la réalisation des ODD. La norme de l'IITA constitue le parfait instrument pour communiquer dans la même langue avec tous nos partenaires, y compris la société civile, le secteur privé et les pays en développement, ainsi que pour fournir des données de suivi en temps utile. »

Christiaan Rebergen
 Directeur général de la Coopération internationale des Pays-Bas

Caractère prospectif

Les informations relatives aux futurs flux de ressources sont indispensables aux gouvernements des pays partenaires pour leur permettre d'optimiser la productivité des dépenses publiques et d'appuyer la gestion macroéconomique.

Une plus grande prévisibilité est également importante pour les donateurs, notamment afin d'améliorer l'harmonisation et d'augmenter l'incidence de leurs interventions. Les informations prospectives permettent aux OSC de défense des citoyens de tenir les gouvernements responsables, et aux OSC d'intervention de mieux coordonner leurs activités avec celles d'autres acteurs et d'accroître leur portée.

Malheureusement, le caractère prospectif est le moins développé des trois aspects de la qualité des données :

20 % seulement

des dépenses prévues pour 2016 relèvent d'un budget considéré comme prospectif.

8 % seulement

des dépenses prévues pour 2017 relèvent d'un budget considéré comme prospectif.

En outre, seules quelques rares organisations publient des données véritablement prospectives :

Seuls 13 signataires fournissent 99 % de la valeur des budgets 2016.

Figure 13 : Données prospectives publiées conformément à la norme de l'IITA

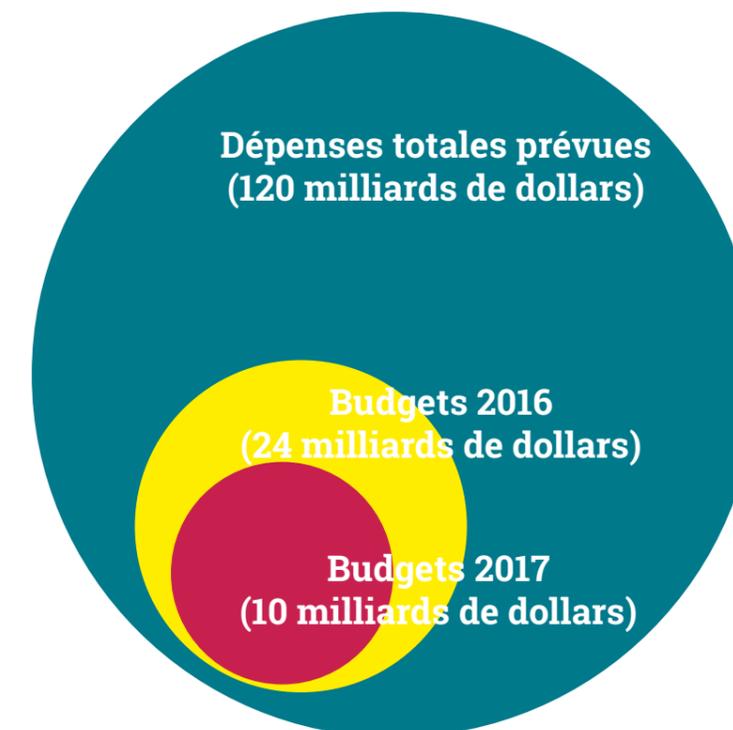


Figure 14 : Organisations publiant la majorité des budgets 2016 conformément à la norme de l'IITA (la taille de la police est proportionnelle aux sommes publiées)





L'an dernier, alors que la publication des données de l'IITA ne concernait qu'un nombre restreint de nos programmes nationaux, nous avons opté pour le déploiement complet de la norme et son intégration dans nos opérations courantes. Ce faisant, nous avons mis en libre accès notre outil de publication de l'IITA qui transforme automatiquement de simples feuilles de calcul Excel en fichiers XML, le format complexe requis pour la publication. Nous avons pris cette décision parce qu'aucun autre outil en libre accès ne peut publier les données de l'IITA selon le niveau de conformité requis. L'outil ne nécessite aucune installation et fonctionne hors ligne, ce qui est particulièrement utile quand on se trouve sur le terrain.

Pour nous, la norme de l'IITA est l'occasion de renforcer et d'harmoniser les processus internes de rationalisation, nouveaux ou non. Un certain nombre de normes ont ainsi été élaborées au sein de l'organisation, ce qui nous a permis d'affiner nos données. Cela a également contribué à simplifier nos processus de notification externes ; par exemple, nous avons automatisé certaines parties de nos publications soumises à l'examen de nos collègues des ONGI à l'aide des concepts de l'IITA. Nous avons commencé à examiner comment les données de l'IITA provenant d'autres organisations peuvent accroître l'efficacité de nos processus décisionnels, et nous avons élaboré de nouveaux programmes de développement en collaboration avec des partenaires qui nous ont contactés à la suite de notre adhésion à l'IITA.

Chez WaterAid, nous améliorons constamment notre publication de données conformes à la norme de l'IITA, à savoir leur quantité, leur exactitude et le champ d'application de la norme. Plutôt que de tout changer d'un coup, nous avons fait évoluer nos processus petit à petit, afin de réduire la charge éventuelle en matière de notification, et nous avons veillé à ce que chaque amélioration procure un avantage interne significatif à WaterAid. Pour y parvenir, nous avons rallié le mouvement mondial en faveur de l'adaptation de la norme de l'IITA aux objectifs des ONG et des donateurs. Étant donné que la norme se développe, et que de plus en plus d'organisations publient des données conformes à la norme de l'IITA, nous espérons puiser toujours davantage dans cette réserve d'informations de façon à prendre des décisions éclairées.



EMMS International est une organisation caritative qui intervient en Écosse, en Inde, au Malawi et au Népal. Elle procure des soins médicaux afin d'améliorer le quotidien des populations. La responsabilité et la transparence sont essentielles dans nos activités, tant pour les pays dans lesquels nous travaillons que pour les bailleurs de fonds.

Conscients que l'IITA exige des données détaillées et exhaustives, nous étions déterminés dès le départ à aller au-delà des exigences minimales en tant que bénéficiaires de subventions du ministère britannique du Développement international. Notre organisation reconnaît que la publication de données géographiques, de données financières exhaustives et d'informations détaillées sur les résultats et les effets obtenus peut aider tout un éventail de parties prenantes à prendre des décisions et à demander des comptes. C'est notre modeste contribution en

faveur du libre accès aux données dans les pays où nous travaillons, ce qui permet aussi aux autres de nous demander des comptes.

Avec le soutien de Bond, nous avons investi en 2015 beaucoup de temps dans la publication de données détaillées relatives à tous les projets actuels, en veillant toujours à fournir un maximum de détails. Notre organisation considère l'IITA comme l'élément d'un élan général vers l'amélioration de notre transparence et de notre professionnalisme.

Devenir signataire de l'IITA a soulevé de nombreux défis. Étant donné que nous hébergeons des données dans différents systèmes, nous avons dû revoir nos processus et améliorer la qualité des données dans trois services différents. Nous avons ainsi pu affiner nos outils de mesure, par exemple en ne conservant qu'un seul indicateur clé par projet, un simple baromètre de réussite.

En unissant les efforts du personnel des programmes, des finances et de la communication pour parvenir à la publication de données conformes à l'IITA, nous cherchons à présent à utiliser ces données en interne, par exemple comme un outil de notification destiné au personnel, à la direction et au conseil d'administration.

Nos équipes se penchent également sur la façon de réinjecter les données dans l'organisation, par exemple sur notre site Internet ou dans des rapports à l'intention des donateurs et du grand public. Elles ont même suggéré d'organiser un « hackathon » pour trouver de meilleurs moyens de publier les données.

EMMS International souhaite que les habitants des pays où nous intervenons soient en mesure de nous demander des comptes ; pour ce faire, nous devons fournir à l'IITA les informations adéquates.



Oxfam Novib a d'abord publié au registre de l'IITA en mai 2014. Depuis juin 2015, nous publions chaque jour des données conformes à la norme de l'IITA, ce qui nous a permis d'effectuer de rapides corrections et d'être à jour.

Nous nous préparons maintenant à passer à la version 2.02, et notre nouvelle base de données comprendra des coordonnées géographiques (longitude et latitude) ainsi que des données relatives aux résultats et aux effets obtenus. Notre navigateur de projet, **ATLAS**, est aussi en cours de restructuration, en partie suite aux retours des utilisateurs. Le nouvel ATLAS localisera avec précision les projets sur la carte et affichera les données relatives aux résultats et aux effets obtenus. La carte et l'interface seront plus conviviales et permettront d'importer des données depuis différentes sources.

En 2014, la perspective de publier en libre accès nos données de base

était assez effrayante. On pouvait entendre des « Oui, mais... » suivis d'excuses cherchant à justifier les doutes et les craintes. Petit à petit, cet état d'esprit a changé et s'est amélioré : les gens comprennent tous les avantages d'un accès élargi aux informations liées aux projets et en tirent le meilleur parti.

En interne, les utilisateurs connectés à ATLAS peuvent accéder aux dossiers de projet de toutes les équipes. Il est désormais plus facile d'étayer un historique et de trouver et utiliser des projets, des études de cas, des témoignages et des expériences « similaires ». En outre, l'accès aux fichiers de projet la facilité le travail des auditeurs internes et externes.

Maintenir la qualité des données dans les registres est un défi permanent, mais pas forcément lié à l'IITA. En effet, la norme de l'IITA et le navigateur ATLAS font apparaître toutes sortes d'inexactitudes,

d'écarts ou de pièces manquantes dans la documentation ou l'archivage des projets.

Destinés à un usage interne seulement, les synthèses, les descriptions des acteurs et les titres de projets n'étaient donc pas toujours formulés de manière compréhensible pour le public. Les abréviations, nombreuses et complexes, se mêlaient à un « jargon du développement » obscur et à des raccourcis énigmatiques.

Cependant, la qualité des dossiers de projet et de l'ensemble des données de l'IITA s'améliore réellement. Bien que notre priorité, en interne, reste l'exactitude des informations financières, la conformité et la responsabilité, être signataire de l'IITA nous a sensibilisés à l'importance de documenter suffisamment les projets et de classer les titres et les descriptions, et nous avons progressé dans le suivi et le contrôle de ces activités.



ATLAS, le navigateur de projet d'Oxfam Novib



Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) est une agence internationale de développement qui défend le droit à la santé et à l'égalité des chances pour chaque femme, chaque homme et chaque enfant. Nous aidons les pays en utilisant les données démographiques au service des politiques et programmes visant à réduire la pauvreté et à garantir que chaque grossesse est désirée, que chaque accouchement est sans danger et que le potentiel de chaque jeune est accompli.

En avril 2012, l'UNFPA est devenu signataire de l'IITA. En 2015, nous avons respecté les engagements énoncés dans le Programme d'action d'Accra, comme l'expliquent les paragraphes qui suivent.

Établissement de rapports : l'UNFPA publie des informations régulières, détaillées et actualisées sur le volume, l'affectation et, si possible, les résultats des dépenses de développement, afin d'améliorer l'exactitude des budgets, de la comptabilité et des activités d'audit des pays partenaires.

Partage des connaissances : l'UNFPA rend publique toute information liée aux engagements et aux décaissements.

Partage des budgets réels : l'UNFPA fournit des informations complètes et actualisées sur les engagements annuels, ainsi que sur les engagements et décaissements réels, de façon à ce que les partenaires soient en mesure d'enregistrer exactement l'ensemble des flux d'aide dans leurs prévisions budgétaires et leurs systèmes comptables.

Partage des budgets prévisionnels : l'UNFPA publie à intervalles réguliers et en temps utile des informations relatives à des programmes de dépenses sur trois ans, accompagnées si possible de l'affectation envisagée des ressources, afin que les parties prenantes puissent les intégrer dans leurs cadres macroéconomiques et de planification à moyen terme.

Innovation appliquée : l'UNFPA continue d'améliorer ses systèmes d'information et de lutter contre tous les obstacles à la durabilité de sa transparence. Il s'agit notamment d'élaborer des solutions pour combler les lacunes observées dans les systèmes mis en place et d'affiner la politique en vigueur, les directives opérationnelles, les normes de comptabilité, ainsi que le soutien et les services concernant la finance, les budgets, la passation de marchés, l'administration et l'information de gestion.

L'UNFPA s'efforce d'automatiser complètement la transmission de données conformes à la norme de l'IITA. Dans le respect de notre engagement en vertu

du Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement, nous avons adopté la version 2.01 en septembre 2015 et continuerons de diffuser les mises à jour trimestrielles. L'UNFPA coopère activement avec la communauté internationale, et nous continuons de rendre les données plus faciles à utiliser et plus accessibles en adoptant de nouvelles technologies, comme des fichiers lisibles mécaniquement, des interfaces de programmation d'applications et des outils de visualisation de données. Nous avons inauguré un portail de transparence innovant ainsi que, plus récemment, la diffusion de données en « temps réel » afin d'améliorer la collaboration avec les partenaires de développement. Participant actif à la révolution des données, l'UNFPA continue de montrer la voie ; il aide le système des Nations Unies à améliorer non seulement l'établissement de rapports concernant l'aide au développement, mais aussi la coordination des efforts humanitaires à travers une utilisation accrue des données.

Nous procédons actuellement au renforcement de nos systèmes de communication afin d'appuyer le suivi de nos interventions humanitaires et de notre contribution aux ODD ; ainsi, en améliorant la qualité, la couverture et la disponibilité de données ventilées, nous pourrions veiller à ne laisser personne pour compte.



Foreign Affairs, Trade and
Development Canada

Affaires étrangères, Commerce
et Développement Canada

Le Canada s'était engagé depuis longtemps en faveur de la transparence au moment où l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a rejoint l'IITA en novembre 2011. L'ACDI a été l'un des premiers donateurs à proposer une banque de données de projets en ligne, le Project Browser, qui a été lancé dès 2004. Le Project Browser s'appuyait sur des processus visant à générer, valider et approuver les informations relatives aux projets à publier, ce qui fournissait une base inestimable pour l'adoption de la norme de l'IITA. L'ACDI a également pu extraire de ses systèmes existants plusieurs éléments exigés par la norme de l'IITA, car ils étaient semblables à ceux du système de notification du CAD de l'OCDE, système que l'ACDI utilisait déjà.

Cependant, il a fallu beaucoup de travail pour que l'ACDI, puis (depuis 2013) le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

(MAECD), améliorent au fil du temps la qualité, la régularité et le niveau de détail de ses données. Ces ajustements nous ont donné l'occasion de rationaliser et de renforcer l'assurance qualité. Ce processus peut être résumé en trois étapes principales :

La première diffusion de données, en octobre 2012, s'est concentrée sur les champs existants du CAD et réclamait une validation manuelle des données de chaque projet. Ce travail fastidieux a permis d'opérer des centaines de corrections dans les systèmes sources. Même si une procédure de correction existait déjà au sein de l'ACDI (pendant la préparation annuelle des rapports du CAD), l'effort trimestriel requis pour l'IITA a fortement incité les équipes de l'ACDI à redoubler de rigueur. La publication initiale a apporté deux avantages importants :

L'énorme effort de nettoyage en profondeur des données de

projet à la source a accéléré la préparation du rapport ultérieur du CAD. Il est également plus facile de produire d'autres rapports compte tenu de la fiabilité accrue des données de base.

La publication initiale, qui a eu lieu avant la diffusion du calendrier de mise en œuvre de l'ACDI, a permis d'identifier les éléments de la norme de l'IITA les plus difficilement applicables, permettant ainsi de mieux préparer le calendrier et de discerner les modifications à apporter aux systèmes de gestion de projet.

Au cours de 2013 et 2014, nos diffusions trimestrielles sont devenues partie intégrante de nos opérations courantes, réduisant ainsi la charge liée au maintien de la qualité des données. Nous avons donc axé nos efforts sur la qualité des données à la source, par exemple en ajoutant des étapes de validation obligatoires aux étapes clés du cycle de vie du

projet et sur le niveau de détail (c.-à-d. le nombre de projets et de champs).

Le processus de modernisation en cours au sein de l'ACDI nous a permis d'inscrire les exigences de l'IITA dans des procédures plus générales de changement. Une tentative indépendante d'harmonisation des systèmes avec l'IITA aurait été plus difficile, plus coûteuse et plus lente à mettre en œuvre.

En 2015, en mensualisant la diffusion des données, nous avons amélioré leurs délais de publication et complété leur caractère prospectif (budgets de pays et décaissements prévisionnels sur un horizon de trois ans). Nous nous attelons désormais à d'autres aspects de la qualité des données en vue de les rendre plus utiles, notamment pour les utilisateurs des pays partenaires.

Par exemple, le Canada participe aux efforts visant à mieux harmoniser les

données de l'IITA relatives aux systèmes nationaux (indicateur budgétaire) et à permettre la traçabilité (autres identifiants de projet).

Nous avons aidé d'autres ministères à publier leurs propres données selon la norme de l'IITA.

L'application de la norme de l'IITA a donné lieu à des discussions sur la façon dont les outils en ligne sont utilisés pour la communication interne (collègues) et externe (public). Nous en profitons également pour changer la façon dont les ministères échangent les informations.

À l'avenir, notre Directive sur le gouvernement ouvert donnera un nouvel élan permettant d'améliorer davantage la qualité, la régularité et l'exhaustivité de nos données sur l'aide. Toutefois, comme la communauté de l'IITA le reconnaît de plus en plus,

« la priorité est maintenant de veiller à ce que les données de l'IITA soient utilisées dans toute la mesure de leur potentiel. Nous continuons de chercher à accroître l'utilisation des données de l'IITA en interne (sans doute le moteur le plus important et le plus simple pour garantir la qualité) et dans les pays partenaires : gouvernements partenaires, institutions garantes de la responsabilité, société civile, citoyens et communauté des donateurs. »



« La Commission européenne encourage la transparence des données sur l'aide, et considère l'IITA comme un remarquable mécanisme en faveur du renforcement de la responsabilité et de l'amélioration de la planification par les gouvernements des pays partenaires. L'accès aux données relatives aux activités de développement est indispensable à la réalisation efficace du Programme de développement durable à l'horizon 2030. C'est pourquoi la Commission européenne publie chaque mois les données de l'IITA relatives à l'ensemble de notre aide en matière de développement et d'action humanitaire, et s'efforce d'améliorer l'exhaustivité de ces données afin de rester à l'avant-garde de la transparence de l'aide. »

Fernando Frutuoso de Melo

Directeur général chargé de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne (DG DEVCO)



Ardent défenseur de la transparence de l'aide et faisant partie des premiers signataires de l'IITA (2008), la Commission européenne est l'un des pionniers de la mise en œuvre de la norme de l'IITA.

Au cours de l'année 2015, quatre organes de la Commission chargés de l'aide⁶ ont activement procédé à l'amélioration de leurs publications conformément à la norme de l'IITA, en vertu des engagements pris en 2011 lors du Forum de haut niveau de Busan.

D'importantes synergies et une coordination étroite entre les quatre Directions générales (DG) ont produit jusqu'à présent des résultats remarquables. Tous les organes concernés de la Commission européenne œuvrent actuellement en vue d'améliorer la structure et le contenu de nos données. Nous avons notamment l'intention de publier des données hiérarchisées sur les activités de la Commission, afin d'être en mesure de fournir des informations plus complètes à une phase préliminaire du cycle de programmation. Les deux types de données comprendront plus de détails, par exemple, concernant les objectifs et les évaluations. Cela concerne aussi tout particulièrement la publication d'informations sur les résultats, que nous envisageons dans un avenir proche. Ces améliorations nous permettront de publier un lot d'informations plus complet à l'intention des pays partenaires, des principales parties prenantes, des experts et du grand public. Afin de continuer à contribuer à

la création d'un système mondial d'information normalisée sur l'aide au développement,

nous nous engageons à continuer d'accroître encore la qualité et la quantité des informations que nous publions conformément à la norme de l'IITA.

Affiné au cours l'année 2015, le site **EU Aid Explorer** est l'outil unifié dont se sert la Commission pour partager et visualiser les données de projet relatives à l'aide extérieure fournie par l'UE, en particulier l'aide humanitaire, la réponse aux crises, l'aide au développement et à la préadhésion. Par l'intermédiaire du site Internet EU Aid Explorer, les usagers internes, aussi bien que le grand public, peuvent accéder à des données détaillées sur les flux d'aide financés par les principaux instruments d'aide extérieure de la Commission, ainsi que sur ceux en provenance des États membres de l'UE et d'autres donateurs du monde entier.

Pour finir, nous avons continué d'apporter notre soutien à un programme ambitieux de transparence, jouant le rôle de chef de file dans sa mise en œuvre aux côtés des États membres et des partenaires de l'UE. En particulier, la DG DEVCO a mis au point le projet EU-DEVFIN, qui visait à doter les nouveaux États membres de l'UE des capacités nécessaires à la transmission des données relatives à l'aide publique au développement (APD)

grâce à l'élaboration d'un logiciel générateur de données conformes à la norme de l'IITA et à la formation des responsables à son utilisation. En juillet 2015, la Roumanie est devenue le premier pays de l'UE (sur 13) à publier des données relatives à l'aide au développement conformément à la norme de l'IITA. La Lituanie lui a emboîté le pas au mois d'août 2015.

Nous publions également nos données IITA sur le **Portail des données ouvertes de l'Union européenne**, dont l'objectif principal est d'améliorer la visibilité des données, de faciliter l'accès aux données déjà publiées sur d'autres portails et donc d'augmenter leur réutilisation à l'intérieur des frontières et au-delà.

Les initiatives de la Commission européenne

La Commission a généralisé l'adoption de la norme de l'IITA aux principales Directions concernées par les dépenses consacrées à l'aide, en commençant par la DG DEVCO et sa publication initiale en octobre 2011, suivie par la Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR – anciennement DG ELARG), la Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (DG ECHO), puis le Service des instruments de politique étrangère (IPE) en juillet 2013.

En 2013, ces quatre Directions ont créé un groupe de pilotage interservices, auquel elles ont présenté un calendrier de mise en œuvre de la norme commune adapté aux spécificités de chacune d'entre elles. L'année 2013 a vu les quatre Directions réaliser de grandes avancées en termes de volume de données publiées ainsi que de

degré d'automatisation de leur publication. En 2014, le groupe de pilotage interservices a également permis à la Banque européenne d'investissement (BEI) de publier ses données selon la norme de l'IITA pour la première fois.

Le groupe est impliqué à la fois au niveau technique et politique. Au niveau technique, le groupe s'est récemment attaqué à plusieurs problèmes : livrer des indicateurs pour des données non encore publiées ; améliorer le format de publication des données ; veiller à l'amélioration, à la continuité et à la régularité des publications, et à ce qu'elles respectent la structure des nouvelles plateformes informatiques internes envisagées en vue de favoriser leur utilisation en interne.

Du côté des politiques, le groupe s'est engagé à déployer une stratégie interne de sensibilisation aux questions liées à la transparence, accompagnée de séances de formation/sensibilisation à la norme de l'IITA et à la transparence. Il participe par ailleurs à d'autres séances de consultation visant à adopter une position commune sur les questions liées à la transparence en externe et à maintenir une approche cohérente dans sa collaboration avec la communauté de l'IITA par l'intermédiaire du GCT et du Comité directeur.

Cette coopération a facilité l'apprentissage par les pairs et l'amélioration de l'utilisation des capacités. Quant à la publication des données, elle a placé toutes les Directions générales sur un pied d'égalité, tout en encourageant une émulation mutuelle. Elle a également permis d'obtenir l'appui de la direction et son opinion sur des questions concernant la publication de l'IITA.

⁶ Direction générale de la coopération internationale et du développement (DEVCO) ; Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (NEAR) ; Instruments de politique étrangère (IPE) et Aide humanitaire et protection civile (ECHO).



MINISTRY FOR FOREIGN
AFFAIRS OF FINLAND

Le ministère des Affaires étrangères finlandais est signataire de l'IITA depuis 2011. Dans le cadre de notre nouveau projet de stockage de données, le processus de création de données selon la norme de l'IITA a été automatisé, et les données relatives à l'aide au développement seront mises à jour au format IITA une fois par mois.

Jusque-là, les fichiers de l'IITA sous format XML n'ont pas été utilisés dans nos rapports internes, car nous disposons déjà de ces mêmes données sous un format plus facilement accessible. Toutefois, comme la comparaison de données avec d'autres pays présente un intérêt croissant, nous étudions la possibilité de télécharger dans notre propre base de données des fichiers IITA publiés par les autres donateurs.

L'aspect le plus difficile de notre collaboration avec l'IITA a sans doute été la publication de données récentes. Comme les données de l'IITA provenaient du Système de notification des pays créanciers (SNPC) du CAD de l'OCDE, le fichier final était généralement actualisé

plus d'un an après la date de la transaction. Le nouveau processus d'actualisation automatique permettra de réduire ce délai à un mois. Avec davantage de données publiées dans un délai plus raisonnable, il faudra être plus vigilant à la qualité des données.

Pour cette raison, plusieurs programmes de validation de données ont été intégrés aux systèmes sources et l'on a porté une plus grande attention à la formation des agents de bureau à l'importance de la qualité des données. En fait,

le libre accès, sur notre site Internet, aux données concernant nos activités a déjà eu un effet positif évident sur la qualité des données sources.



La mission de Gavi est de veiller à ce que les enfants des pays à faible revenu aient accès à des vaccins vitaux. Depuis que notre organisation a vu le jour, nous avons pu soigner un demi-milliard d'enfants et empêcher sept millions de décès.

La responsabilité est un principe fondamental de notre stratégie, qui vise à soutenir efficacement les programmes de vaccination. La responsabilité et la transparence sont ancrées dans notre politique d'accès à l'information, comme en témoigne notre engagement à divulguer l'intégralité des données et des documents financiers et opérationnels.

Cet engagement ferme est reconnu et valorisé par nos partenaires, y compris l'indice de la transparence de l'aide, un indice indépendant. Mais nous ne ménageons pas nos efforts pour continuer de nous améliorer. L'année dernière, par exemple, dans le cadre de l'actualisation et du renforcement de notre politique d'accès à l'information, nous avons lancé le portail de transparence Gavi, afin de faciliter le contrôle de nos engagements financiers et de nos décaissements annuels, par pays et par type d'aide. En outre,

nous avons migré vers la nouvelle version 2.01 de l'IITA et apporté plusieurs améliorations à nos systèmes de gestion de documents, afin de simplifier la publication des informations. Lors des réunions du Comité directeur de l'IITA, nous avons pu apprendre des autres partenaires et tirer parti de leur expérience, par exemple, en créant le portail de transparence.

Ces améliorations ont permis à nos partenaires d'accéder aux informations dont ils ont besoin pour demander des comptes à Gavi

et prendre des décisions plus éclairées de façon à gérer plus efficacement les fonds destinés à la vaccination. Parallèlement, le Secrétariat de Gavi a grandement tiré profit de l'ouverture de l'accès aux données financières les plus récentes, ainsi que de la simplification des processus pour



le suivi des documents clés et l'amélioration de la gestion des connaissances. Une situation véritablement avantageuse pour tout le monde.

Mais gagner en transparence n'est pas sans difficulté. En tant qu'organisation relativement petite, nous avons dû consacrer nos maigres ressources humaines à la vérification de la disponibilité de toutes les données et informations, et leur conformité avec les dernières normes. Qui plus est, cette démarche s'inscrivant dans un partenariat, nous devons nous accorder en permanence avec nos collaborateurs afin d'harmoniser nos principes et nos stratégies de base. Il en résulte une valeur ajoutée, notamment en termes de soutien à la transparence, mais il a parfois été difficile d'aller de l'avant rapidement.

Voilà pourquoi nous apprécions grandement l'aide de l'IITA. Nous allons continuer de chercher à améliorer la transparence, tout en minimisant le coût des opérations et en maximisant notre valeur ajoutée.

3.2 Utiliser les données de l'IITA

L'évaluation récente de l'IITA indique clairement qu'« une augmentation significative de l'utilisation des données de l'IITA, en particulier par les pays partenaires, est essentielle à la croissance et à la durabilité de l'IITA ». Bien que l'on relève çà et là de légers progrès, par exemple l'utilisation par le Myanmar des données de l'IITA dans son système *Mohinga* et l'importation des données par le Rwanda, les pays partenaires ou d'autres types d'utilisateurs ne semblent guère avoir systématiquement recours aux données de l'IITA.

Dans cette partie, différentes organisations font part de leur expérience en matière d'utilisation des données de l'IITA, précisant les difficultés qu'elles ont rencontrées

et les avantages qu'elles ont commencé à en tirer en matière de prises de décisions. Ces expériences fournissent aux signataires des indications utiles concernant les obstacles rencontrés sur le terrain par les utilisateurs dont le travail exige des données de bonne qualité.

En revanche, nous savons maintenant que la majorité des pays membres de l'IITA ont accès aux données d'au moins neuf des dix principaux partenaires de développement de leur pays respectif (voir figure 15). Ces résultats constituent un excellent fondement sur lequel poursuivre le travail d'amélioration de la qualité de ces données et de généralisation de leur utilisation par les gouvernements dans leurs activités quotidiennes,

ainsi que par la société civile et d'autres utilisateurs de données intéressés par les flux de ressources entrant dans un pays donné.

S'il est primordial que les signataires restent fidèles à leur engagement, à savoir publier des données de qualité, récentes, détaillées et prospectives, il est tout aussi important que les utilisateurs, en particulier au niveau des pays, commencent à s'en servir, afin de signaler les difficultés qu'ils rencontrent et les situations dans lesquelles les données sont inexploitable. Sans ces retours d'expérience, nous pourrions nous trouver dans un « cercle vicieux » où rien n'incite les signataires à améliorer leurs données, et où rien ne pousse les utilisateurs à utiliser des données de piètre qualité.



Economic Relations Division
Ministry of Finance
Government of the People's Republic of Bangladesh

En accord avec les tendances mondiales, nous avons mis en place au Bangladesh une plateforme en ligne, développée localement, en faveur de l'information sur l'aide, appelée système de gestion de l'information sur l'aide (SGIA). Lancé par notre ministre des Finances en octobre 2014, le SGIA couvre tous les secteurs, projets et donateurs, et l'application logicielle enregistre et traite à elle seule toutes les informations et les flux d'aide relatifs aux activités de développement.

Les donateurs sont chargés d'enregistrer et de saisir leurs propres données. Nos partenaires de développement ont répondu de façon encourageante. Vingt-huit d'entre eux fournissent des données, ce qui permet au système de répertorier près de 70 % des flux. Avec le partage régulier et en temps utile des données, nous obtiendrons un tableau plus complet des flux d'aide arrivant au Bangladesh, ce qui améliorera la budgétisation, la coordination et l'harmonisation, au niveau du secteur, avec les priorités nationales énoncées dans

le septième Plan quinquennal. Nous pensons également pouvoir améliorer encore la qualité des données.

L'obtention d'informations géographiques et sectorielles plus détaillées de la part des partenaires du développement permettra une analyse approfondie des flux d'aide.

Afin de renforcer l'exhaustivité et la qualité des données, le département des Relations économiques met en place un module de transfert des données automatisé à partir du registre de l'IITA. Cela évitera aux donateurs de devoir alimenter le SGIA et permettra d'améliorer la couverture et la qualité des données disponibles. Avec le soutien du

PNUD, le gouvernement est en train d'élaborer un outil durable qui permettra aux donateurs d'importer leurs données de l'IITA vers le SGIA. Le module prendra en charge des données très diverses, mais suivra aussi une approche pragmatique, en particulier pour ce qui est de l'hétérogénéité de la qualité des données disponibles dans l'IITA. Nous mettrons ces outils à la disposition du reste de la communauté de l'IITA et partagerons nos retours d'expérience concernant les processus. L'exemple du Bangladesh aidera à démontrer la faisabilité de l'échange automatisé de données, à soutenir les efforts menés dans d'autres pays et à informer l'IITA de ce qui fonctionne et de ce qui permettrait de faire évoluer la norme.

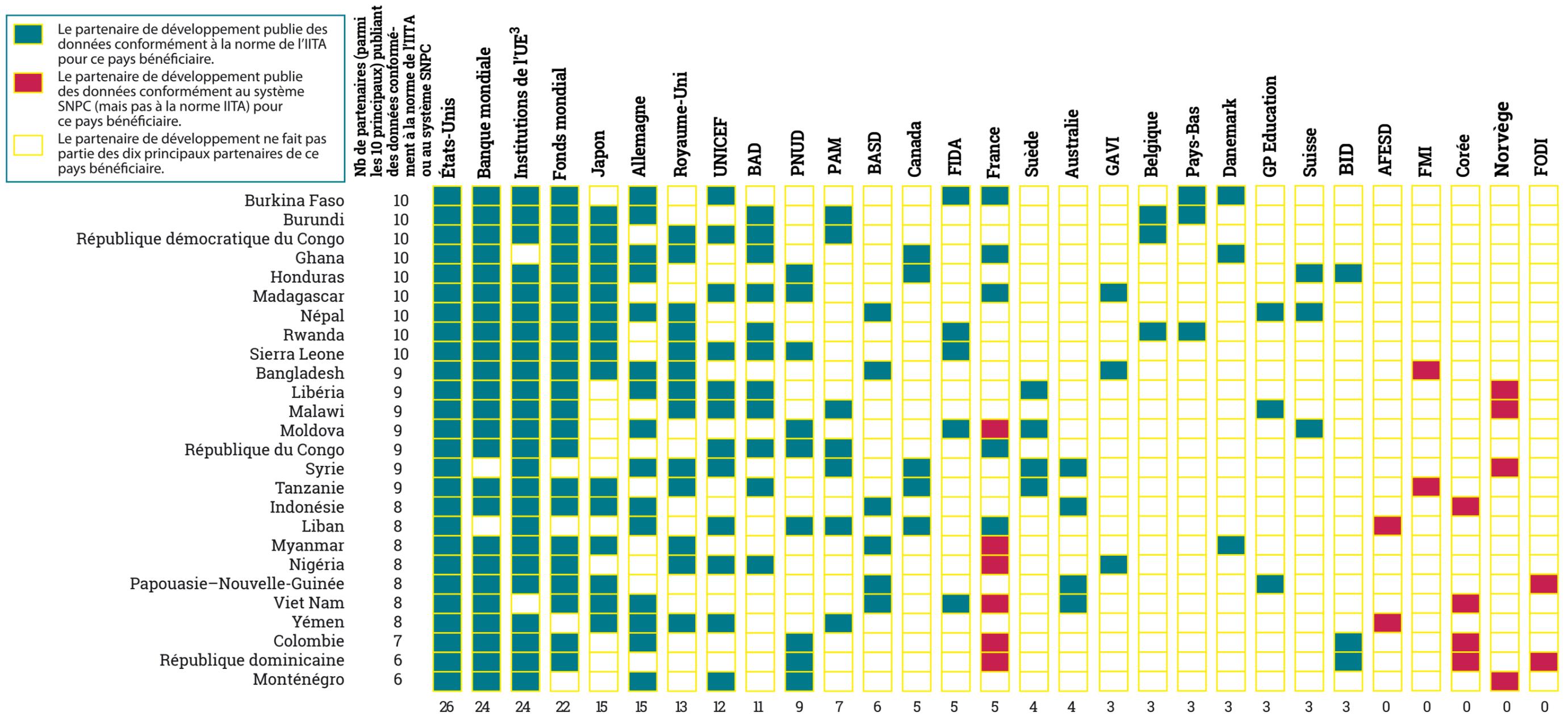
Au Bangladesh, nous sommes très attachés à améliorer la transparence et les délais de publication des données sur l'aide. Ainsi, en 2015, nous avons été le premier pays en développement à avoir fait un don volontaire à l'IITA, d'un montant de 100 000 dollars US.



L'utilisation des données de l'IITA

Figure 15 : Les dix principaux partenaires de développement des pays membres, par volume de ressources

L'IITA atteint une étape décisive : Nous savons désormais que la majorité des pays partenaires membres de l'IITA peuvent accéder aux données d'au moins neuf des dix principaux partenaires de développement de leur pays respectif. C'est une avancée majeure en termes d'utilisation des données de l'IITA.



⁷ Institutions de l'UE = DEVCO ; ECHO ; IPE ; NEAR

Tableau de bord de l'IITA

Le **tableau de bord de l'IITA** est une ressource technique destinée aux signataires et aux utilisateurs de données fonctionnant à la façon d'un appareil de diagnostic automobile, qui renseigne le mécanicien sur la performance du moteur. Mis à jour chaque soir, il fournit des statistiques, des tableaux et des mesures sur toutes les données publiées par les organisations à partir de la norme de l'IITA. Depuis sa mise en place, il

ya deux ans, il a réussi à motiver de nombreux signataires à le consulter régulièrement afin d'examiner leurs propres données.

Ce tableau de bord, qui fait l'objet d'une maintenance et d'un examen quotidiens par l'équipe technique de l'IITA, analyse ce qui est publié, signale les éventuels problèmes liés aux données et renseigne sur la façon dont les signataires répondent aux exigences relatives aux trois

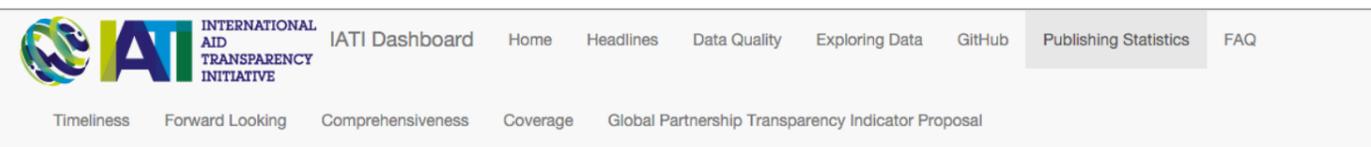
aspects qualitatifs des données. Il se partage en quatre sections principales qui fournissent des informations détaillées sur chaque signataire :

« **Headlines** » donne un aperçu de la portée et de l'ampleur des données disponibles : nombre de signataires, nombre d'activités propres à chaque signataire, taille des fichiers et types de signataires.

« **Data Quality** » assure le suivi de la qualité des données fournies par chaque signataire de l'IITA. Il est ainsi possible de voir si ces données sont conformes au format XML et au schéma de l'IITA. On y trouve d'autres informations, par exemple l'identité de l'éditeur des fichiers de l'organisation et la version de la norme utilisée.

« **Exploring Data** » fournit des statistiques plus détaillées sur les aspects de la norme de l'IITA qui sont utilisés : éléments normatifs, listes de codes, périodes couvertes, etc.

« **Publishing Statistics** » examine dans quelle mesure les signataires respectent les trois aspects majeurs de la qualité des données : la publication en temps utile, le caractère prospectif et le niveau de détail. Cette section est plus accessible aux non-initiés et permet aux signataires de comparer leurs performances.



Publishing Statistics

About

The statistics on IATI data that are calculated each night and displayed on this dashboard are now a central part of the service that the Technical Team provides to publishers and users of IATI data alike: for publishers to better understand how to improve their data; for users to assess which data is likely to meet their particular needs; and for the technical team itself to prioritise its commitments to data quality.

It is also important that a consistent approach is developed in the presentation of statistics in IATI's annual report, the Global Partnership's transparency indicator and the dashboard own nightly calculations. This section of the dashboard is focused to do just that.

Each of the pages in this section contains:

- a non-technical narrative explaining the thinking and methodology behind each dimension
- a link to the IATI Consultation Forum where the methodology can be queried or challenged
- pseudo-code, for technical readers, to explain in more detail the machine logic involved
- a table of statistics - for all IATI publishers - that are used to derive an assessment
- an assessment that interprets the statistics into a meaningful summary

The statistics on these pages are refreshed each night. The methodology is open to inspection and will be changed in response to feedback and discussion.

The overriding concern of the Technical Team is that the methodologies being tested here gain buy-in from our members and publishers so that they can be used as a credible benchmark in improving the quality of IATI data.

Contents

- Timeliness
- Forward Looking
- Comprehensiveness
- Coverage
- Global Partnership Transparency

« **Forward-looking** » évalue la performance de chaque signataire en termes de transmission de données utilisées à des fins d'élaboration de budgets prospectifs. Le nombre des activités budgétaires prévues sur plusieurs années est comparé à celui des activités en cours au début de chaque année.

« **Comprehensiveness** » indique le pourcentage des activités propres à chaque signataire, qui comprennent certaines informations à valeur ajoutée fondamentales d'ordre financier. Ceci permet aux signataires de mieux comprendre quels sont les points forts et les points faibles de leurs données, et aux utilisateurs de voir dans quels domaines les données d'un signataire offrent le plus d'informations.

« **Coverage** » est en cours de développement. Cette section permettra de comparer les dépenses nettes d'un signataire, telles qu'enregistrées dans l'IITA, avec les données de référence correspondantes obtenues en externe.



Forward Looking

Table | Narrative | Assessment | Exceptions | Comparison with Global Partnership Indicator methodology | Comment | Pseudocode

Activities with Forward Looking Budget Allocations (This table as CSV)

The number of activities with budgets reported for each year is compared against the total number of activities currently at the start of each year. The first block shows the number of activities that are, or will be, current in this and the next two years. The second block shows how many of these activities contain a budget for the corresponding year. The third block expresses this as a percentage.

Publisher Name	Current activities at the start of each year			Current activities with budgets for each year			Percentage of current activities with budgets		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017
United Nations Development Programme	6462	6462	6462	6462	1640	461	100	25	7
United Nations Children's Fund (UNICEF)	4941	3615	1903	4153	1771	928	84	49	49
OCHA Financial Tracking Service	13028	9446	9265	3242	4	0	25	0	0
UK - Department for International Development (DFID)	4261	2875	1753	2803	1182	624	66	41	36
Sweden, through Swedish International Development Cooperation Agency (Sida)	6783	3772	2053	2506	1383	479	37	37	23
Netherlands - Ministry of Foreign Affairs	2167	1225	660	2167	1225	660	100	100	100
United States	3850	3817	3811	1502	1502	0	39	39	0

« **Forward-looking/Current activities with budgets for each year** » indique le nombre d'activités en cours faisant apparaître un budget pour l'année en question.

« **Forward-looking/Current activities at the start of each year** » indique le nombre d'activités qui sont ou seront en cours dans les deux prochaines années.

« **Forward-looking/Percentage of current activities with budgets** » indique le pourcentage d'activités faisant apparaître un budget pour l'année en cours et les années à venir.



En tant que membre de l'IITA, le Rwanda a accepté de piloter l'échange automatique de données entre les informations de l'IITA sur les flux d'aide et sa base de données nationale sur l'aide au développement (DAD) en vue d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité de ces informations au niveau du pays. Nous souhaitons également mieux comprendre les données publiées par les sièges des partenaires de développement au sujet de l'APD qu'ils reversent à notre pays, et analyser les goulets d'étranglement qui restreignent leur utilisation dans les pays partenaires.

En janvier 2015, le ministère des Finances et de la Planification économique du Rwanda (MINECOFIN), en partenariat avec l'IITA et le PNUD, et avec le soutien technique de Synergy International Systems (fournisseur de la DAD), a déployé avec succès le module de l'IITA sur la DAD nationale. Ce module vise à : i) mettre en œuvre un service de transfert de données en ligne (depuis le registre de l'IITA vers la DAD) ; ii) créer une interface de conversion de données (à partir de la norme de l'IITA vers le modèle d'enregistrement de données de la DAD) ; iii) adapter un processus de fusion de données (entre le profil de projet de l'IITA et les projets de la DAD en cours).

En juin, le MINECOFIN et Synergy ont formé tous les utilisateurs de la DAD (les ministères de tutelle et les partenaires de développement) à l'utilisation des nouvelles fonctionnalités, dont le module de l'IITA. Cette formation a aussi été l'occasion de les sensibiliser à l'IITA

et à l'utilisation de ses données à l'échelle nationale.

Principaux résultats et recommandations à l'issue du projet pilote rwandais

Nous avons besoin que les données publiées par l'IITA soient de meilleure qualité. Globalement, les données fournies par les partenaires de développement au niveau national sont plus fiables et de meilleure qualité que celles publiées par l'IITA. Les organisations signataires doivent respecter davantage la norme et adopter sa version 2.01 de façon à ce que les données puissent être utilisées dans les SGIA des pays partenaires, ainsi que dans nos processus de planification et de budgétisation.

Les donateurs doivent améliorer de façon significative l'exhaustivité, la qualité, et la classification des données qu'ils publient selon l'IITA. L'utilisation de la version 2.01 de la norme de l'IITA renforcerait le respect des critères de publication. En particulier, en tant que pays partenaire, nous souhaiterions voir davantage de champs obligatoires concernant les transactions, l'indication précise de l'état du budget, et le durcissement des conditions imposant la publication des données de l'IITA dans la langue officielle du pays bénéficiaire.

Les données de l'IITA peuvent venir compléter les données au niveau national.

Il arrive aussi qu'elles fournissent au MINECOFIN les moyens de vérifier les données transmises par les donateurs ou d'obtenir des informations auxquelles la DAD ne donne pas accès. C'est d'autant plus vrai en ce qui concerne les organismes non résidents qui ne

soumettent pas de rapports aux systèmes nationaux.

Les données de l'IITA figurant sur le portail permettent également à MINECOFIN de mieux comprendre le travail de certaines fondations et ONG. Aujourd'hui, il est en effet difficile de recueillir des informations sur les subventions, les projets et les secteurs dans lesquels ces institutions interviennent au Rwanda.

Nous espérons que, dans un avenir proche, les données de l'IITA seront plus complètes et intégreront les données des donateurs non traditionnels.

Rapport sur les résultats

Nous aimerions également que les signataires de l'IITA publient les informations relatives aux résultats de façon homogène. L'idéal serait de s'aligner sur notre deuxième Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté. En outre, il serait préférable que ces informations soient facilement accessibles et apparaissent donc sous un autre format que Word ou PDF.

Au niveau national, nous ne disposons d'aucune information sur les résultats. Comblar cette lacune par l'intermédiaire de l'IITA serait très utile pour la planification et les activités nationales de suivi et d'évaluation.



En 2015, Catalpa a réalisé des progrès notables dans l'application de la norme de l'IITA à l'échelle nationale.

Il y a peu, Catalpa a lancé, en étroite collaboration avec le Secrétariat de l'IITA, le gouvernement du Myanmar et l'UE, **Mohinga**, son premier SGIA. Mohinga a été construit à partir de la plateforme « Openly » de Catalpa et constitue le premier SGIA fondé sur la norme de l'IITA (ce type de système est désigné en anglais par le terme « IATI native »). Autrement dit, la façon dont nous stockons nos données correspond précisément aux exigences de l'IITA. Il s'agit d'une première mondiale pour un SGIA, qui permettra de combler le fossé séparant les données locales des données internationales.

Catalpa a également achevé sa première importation de données IITA dans Mohinga. Cette opération a permis de réussir à 100 % l'importation des données IITA du ministère du Développement international du Royaume-Uni et d'épargner ainsi aux agents du ministère basés à Yangon la saisie manuelle des données relatives à

226 activités et à 935 transactions financières. Depuis, nous avons commencé à étendre la fonctionnalité d'importation des données de l'IITA à d'autres partenaires de développement situés au Myanmar.

Au Timor-Leste, Catalpa poursuit son utilisation de la norme de l'IITA, se focalisant cette fois sur l'amélioration du partage des données et de la coordination au sein des initiatives en faveur de la nutrition menées par les partenaires d'exécution du gouvernement australien. Un élément fondamental des interventions pour la nutrition est l'élaboration et la mise en œuvre d'une plateforme de surveillance en ligne partagée à l'aide de la plateforme de données Openly, qui avait été aussi utilisée pour Mohinga. Cette technologie permettra aux partenaires de développement de mieux mesurer l'incidence de leur travail et l'évolution de l'état nutritionnel des femmes et des enfants. L'ensemble des données et des résultats recueillis au cours de l'intervention seront publics et conformes à la norme de l'IITA.

Catalpa a bénéficié de l'expérience des organisations appartenant à la communauté de l'IITA qui ont adopté une politique de transparence et de partage des données. Cette transparence nous a permis de fournir des données plus pertinentes aux décideurs nationaux, afin qu'ils puissent renforcer et étayer le processus décisionnel à l'échelle locale. L'utilisation des données de l'IITA a jeté les bases d'une collaboration plus étroite avec notre organisation et nos partenaires.

En 2016, Catalpa poursuivra ses efforts et aura recours à la norme de l'IITA en vue d'appuyer son approche de suivi et d'évaluation, à la fois pour les projets internes et pour sa collaboration avec les États et les partenaires de développement. Nous espérons également reproduire dans d'autres pays nos réussites en matière de mesure et de suivi des flux d'aide au Myanmar. Nous voulons simplifier les critères de transparence et nous concentrer sur l'utilisation de données pour aider nos partenaires à prendre des décisions éclairées.



**Independent observer
of the Global Fund**

Aidspace est l'observateur du Fonds mondial. Au cours de l'année passée, nous sommes vraiment parvenus à comprendre ce qu'est la norme de l'IITA et quelles sont les données que nous pouvons obtenir du registre. Nous avons fait de nombreux tests comparatifs entre les données relatives aux budgets et aux transactions provenant de l'IITA, et celles obtenues directement sur le site du Fonds mondial, ce qui nous a permis de valider ne serait-ce que des données de base comme les montants ou décaissements engagés et approuvés.

Nous avons également utilisé les données de l'IITA dans le cadre de notre « Projet de soutien des organismes de surveillance », qui a vocation à renforcer les capacités des organisations locales, afin qu'elles réalisent le même genre de travail (surveillance et analyse critique) qu'effectue Aidspace auprès du Fonds mondial. Dans le cadre de la formation à l'analyse des données, nous avons eu recours aux données de l'IITA et avons mis

au point des exercices et des outils. Les élèves ont été très surpris de la quantité d'informations qu'il est possible d'obtenir auprès de l'IITA et de voir combien il est intéressant de manipuler les données. Ces exercices, en faisant apparaître des disparités, mais aussi des fonctionnalités dignes d'intérêt, ont été l'occasion d'améliorer notre propre compréhension de l'IITA.

La plus grande difficulté réside dans le fait que, même si les publications du Fonds mondial sont conformes à la norme de l'IITA, ce n'est le cas d'aucun des responsables chargés de mettre en œuvre les subventions qu'il accorde. Ainsi, toutes les données concernant le Fonds mondial, disponibles via l'IITA, sont très générales : elles offrent une vision d'ensemble, et il est impossible de zoomer sur la mise en œuvre. Les utilisateurs qui surveillent les flux financiers du développement dans leur pays souhaitent disposer de données beaucoup plus spécifiques et nous mesurons toute la difficulté de les obtenir.



L'IITA a démontré sa valeur comme projet multipartite en parvenant à convaincre une grande variété de fournisseurs (gouvernements, fonds pour le développement, fonds pour le climat, fondations privées, organisations multilatérales et ONG) de publier des informations transparentes, comparables, en libre accès, utilisables et réutilisables à souhait. IITA est la seule norme internationale et transparente applicable à la publication d'informations sur l'aide qui garantisse des données récentes, exhaustives, comparables et accessibles. Publish What You Fund publie ses données conformément à la norme de l'IITA, et nous encourageons les autres acteurs, étatiques ou non, à en faire de même.

Nous avons également recours aux données de l'IITA afin de suivre les efforts déployés par les donateurs en vue de respecter leurs engagements en faveur de la transparence. Nous avons élaboré une plateforme en ligne de collecte de données, **Aid Transparency Tracker**, qui permet de recueillir et d'évaluer les calendriers de mise en œuvre des donateurs, ainsi que les données publiées dans chaque champ de la norme de l'IITA. Nous avons également mis au point une série de contrôles automatiques à exécuter afin de déterminer l'actualité et l'exhaustivité des données.

En 2015, lors des négociations qui ont eu lieu à l'occasion

de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, nous avons incité les États à s'accorder sur des objectifs ambitieux et assortis d'échéances précises en faveur de la transparence et du libre accès aux données. Le Programme d'action d'Addis-Abeba reconnaît que, afin d'accroître la transparence, il est essentiel de publier des informations récentes, détaillées et prospectives sur les activités de développement, et ce sous un format électronique commun et public. Il mentionne à ce sujet la norme de l'IITA. Le document souligne également la nécessité de soutenir les efforts visant à rendre les normes interopérables, de façon à pouvoir comparer et utiliser plus facilement les données provenant de sources différentes. Néanmoins, le document se caractérise par l'absence d'une politique nouvelle, ferme et axée sur des actions concrètes, ainsi que d'engagements financiers assortis de résultats précis. Sans cela, il est impossible de vérifier que les gouvernements tiennent leurs promesses.

Nous craignons qu'un certain nombre de grands donateurs ne parviennent pas à respecter leur volonté de publier l'intégralité de leurs données selon la norme de l'IITA d'ici décembre 2015, la date butoir fixée à Busan.

⁸ Consulter le site <http://roadto2015.org/progress>

⁹ Les graphiques de Publish What You Fund montrent qu'en 2013, 13,4 milliards de dollars d'aide publique n'avaient aucune visibilité dans dix des pays les plus tributaires de cette aide. Télécharger les graphiques sur http://roadto2015.org/wp-content/uploads/2015/06/Publish-What-You-Fund-Infographic_PDF.pdf

Il reste beaucoup à faire avant d'obtenir un panorama complet de l'ensemble des flux de développement. Or sans lui, un développement plus efficace et une plus grande responsabilité seront difficiles à atteindre.

Les recherches menées pour compléter nos Aid Transparency Reviews de 2015⁹ démontrent que seule un peu plus de la moitié de l'aide attribuée à un groupe de pays particulièrement tributaires de l'aide est publiée de façon transparente, standardisée et actualisée⁹. Le niveau de détail, insuffisant, reste encore le principal obstacle à une utilisation pertinente. Afin d'aller de l'avant, nous exhortons les donateurs à :

Rendre les données utiles

- Améliorer la qualité des informations publiées en

s'assurant qu'elles sont récentes, détaillées, comparables et prospectives

- Améliorer les processus de collecte des données, fusionner les systèmes de gestion du budget et des projets, et automatiser la publication conforme à la norme de l'IITA directement à partir de ces systèmes dans la mesure du possible
- Publier les résultats assortis d'informations financières et contextuelles

Faciliter l'accès aux données et favoriser leur utilisation

- Informer le personnel sur la façon d'accéder, de publier, d'utiliser et d'améliorer les données de l'IITA
- Utiliser vos propres données au service de la gestion interne, ainsi que pour identifier les informations manquantes et y remédier
- Encourager les autres parties prenantes à avoir recours aux données : créer des outils, renforcer les capacités et solliciter régulièrement leur avis quant à la meilleure façon de répondre à leurs besoins.



L'utilisation des données de l'IITA dans les systèmes nationaux

L'année dernière, le Secrétariat a œuvré à l'amélioration de la quantité et de la qualité des données de l'IITA, et donc à leur utilisation, en particulier au niveau des pays. Ces données sont essentielles à l'amélioration de la qualité des informations utilisées dans les systèmes de gestion des pays, qui appuient la budgétisation, la planification et d'autres processus de gouvernance. Nous avons constaté que

« la majorité des pays partenaires membres de l'IITA peuvent accéder aux données d'au moins neuf des dix principaux partenaires de développement de leur pays respectif :

l'IITA est désormais le moyen d'accès le plus efficace à la plupart des données IITA dont les pays ont besoin. »¹⁰

En fait, le travail a déjà commencé au Rwanda et au Myanmar avec l'intégration des données de l'IITA dans les systèmes et processus de gestion de l'information sur l'aide de ces pays.

Dans cette optique, l'équipe technique de l'IITA a travaillé à l'élaboration d'un manuel intitulé « **Utilisation de l'IITA dans les Systèmes Nationaux** ». Ce manuel a été rédigé à l'intention des décideurs politiques, des administrateurs et des gestionnaires du SGIA qui envisagent d'utiliser les données de l'IITA. Il devrait également permettre aux développeurs et techniciens d'appuyer les décisions en matière

de conception, de configuration et de gestion.

Ce manuel analyse :

- Le rôle du SGIA
- La valeur ajoutée de l'utilisation des données de l'IITA
- Les méthodes d'observation et d'évaluation de la qualité des données d'un donateur
- Les étapes à suivre pour la mise en place et le maintien de l'échange automatique de données

L'avant-projet de ce manuel est désormais achevé et le Secrétariat est en train d'organiser les informations sous forme de modules conviviaux destinés à tout un éventail d'utilisateurs potentiels, qui seront accessibles au public début 2016. Le manuel comportera aussi des documents qui seront utiles aux bureaux de pays donateurs et aux forums des partenaires de développement, ainsi que des études de cas de pays utilisant déjà des données de l'IITA.

Development Gateway



En janvier 2015, l'équipe de Development Gateway s'est attelée, avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères, à mieux comprendre l'intérêt d'utiliser les données de l'IITA dans les systèmes nationaux. Nous voulons aller au-delà des importations de projets pilotes, vers un usage à long terme des données au sein des programmes des ministères des Finances et de la Planification des pays partenaires, par l'intermédiaire des SGIA. Cinq pays, tous utilisateurs de la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA) de Development Gateway, ont accepté de participer : le Burkina Faso¹¹, la Côte d'Ivoire, Madagascar, le Sénégal et le Tchad.

Des progrès ont été réalisés dans trois domaines :

- Élaboration d'un outil en libre accès, facile à utiliser, qui permet l'importation de données IITA vers les systèmes nationaux, y compris le transfert des champs de mise en correspondance, des projets et des valeurs catégorielles (p. ex., les secteurs) de l'IITA vers les définitions des SGIA.
- Analyse de la qualité et de la compatibilité des données des plus grands signataires de chaque pays, afin d'en retenir

cinq d'entre eux en vue de discussions approfondies avec les autorités publiques.

- Visites de pays afin de : i) comprendre ce que les homologues gouvernementaux savent et pensent de l'IITA ; ii) comparer les cinq signataires potentiels retenus pour l'importation et d'en retenir un sous-ensemble correspondant aux préférences du gouvernement ; iii) former le personnel à l'utilisation de l'outil d'importation de l'IITA ; iv) rédiger un rapport à l'intention de la communauté de l'IITA, sur les moyens d'améliorer la pertinence des données de l'IITA et leur utilisation par les gouvernements des pays partenaires.

Ce travail, qui constitue à ce jour l'utilisation la plus importante des données de l'IITA dans les systèmes nationaux, devrait permettre de tirer une mine d'enseignements pour le recours ultérieur à l'IITA. Voici les questions que nous avons examinées :

- Quels avantages (gain de temps, couverture des données/amélioration de la qualité) les États peuvent-ils tirer de l'utilisation de données IITA de qualité ?

- Quels changements faudrait-il apporter à la norme de l'IITA afin d'améliorer l'utilité et l'utilisation des données dans les systèmes nationaux ?
- Quels obstacles (techniques, culturels, inhérents au processus ou liés aux compétences) dissuadent les utilisateurs d'avoir recours à la norme de l'IITA ? Comment pourrait-on les surmonter (en tenant compte de la situation et du pays) ?
- En quoi les problèmes récurrents en matière de qualité et de régularité rendent difficile l'utilisation des données IITA existantes dans les systèmes nationaux ?

Résultats obtenus à ce jour

Bien que le programme ne soit pas encore tout à fait au point, plusieurs résultats et enseignements majeurs ont déjà été dégagés.

1. De nouveaux outils d'importation de données IITA ont été déployés au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Kosovo, à Madagascar, au Malawi, au Sénégal et au Tchad. Le développement de l'outil de l'IITA est devenu partie intégrante du processus standard de mise à jour de la PGA sans

¹⁰ Pour de plus amples informations, consulter la figure 15

¹¹ En raison des événements politiques récemment survenus au Burkina Faso, les travaux ont été reportés *sine die*.

frais supplémentaires pour les gouvernements.

2. Un document de travail sur les résultats de l'analyse de la qualité des données a été diffusé et a donné lieu à des échanges fructueux entre les membres de la communauté de l'IITA.

3. Des visites ont été organisées en Côte d'Ivoire, à Madagascar, au Sénégal et au Tchad. Elles s'accompagnaient de formations sur l'IITA et d'enquête préalable et postérieures. Ces enquêtes et les échanges avec les États ont permis de mieux saisir l'état des connaissances, les besoins et les préoccupations des utilisateurs.

4. Les premières importations ont eu lieu à Madagascar et au Sénégal, et d'autres suivront bientôt en Côte d'Ivoire, au Kosovo, au Malawi et au Tchad. Les délais d'importation ont été repoussés afin de donner lieu à : i) de nouvelles améliorations de l'outil d'importation de l'IITA et ii) des échanges approfondis avec les États, au sujet des données qu'ils acceptaient d'importer dans leurs systèmes.

Les enseignements clés, dont nous espérons discuter avec l'ensemble de la communauté de l'IITA, portent notamment sur les aspects suivants :

1. Les participants ont exprimé leur réticence à utiliser les formats XML et CSV, faisant apparaître la nécessité impérieuse de disposer d'outils leur permettant de manipuler les informations sans avoir à utiliser directement les données brutes.

2. Les participants ont estimé qu'accéder à des données relatives aux donateurs non résidents, notamment les donateurs non

traditionnels (comme la Fondation Bill & Melinda Gates) qui ne rendent aucun compte aux autorités publiques, serait la contribution majeure de l'IITA en faveur des SGIA.

3. Les participants ont répertorié les champs IITA les plus utiles aux pays : la plupart concernent les détails relatifs aux transactions.

4. Si les participants connaissaient relativement bien l'existence de l'IITA, grâce à l'atelier portant sur la PGA de Development Gateway, organisé en décembre 2014 au Népal, beaucoup ignoraient son fonctionnement. Ce travail a permis de les informer.

5. À l'issue de ce programme, il est apparu nécessaire d'améliorer le niveau de confiance des utilisateurs dans les données de l'IITA. En effet, 58 % des participants ont fait part de leur hésitation à utiliser l'IITA pour mettre à jour leurs données relatives à la PGA.

6. La plupart des participants ont estimé que, pour rendre la manipulation des données de l'IITA plus attractive, Development Gateway et la communauté de l'IITA devraient se concentrer sur les éléments suivants : i) la création de tutoriels pratiques ; ii) la formation continue et iii) l'amélioration des outils de l'IITA. Plusieurs améliorations ont été souhaitées : téléchargement direct au format .XLS ou .XLSX ; coordination directe de l'outil d'importation de la PGA et du concepteur de requêtes de l'IITA ; et intégration d'outils de conversion de devises directement dans la banque de données de l'IITA.

7. La plupart des participants ont estimé que les données de l'IITA devaient être améliorées avant d'élever le niveau de confort dans l'utilisation des données relatives

à la PGA. Il s'agissait notamment d'augmenter la qualité générale des données dans les champs principaux et de les publier dans la langue locale. Tous les gouvernements ont indiqué que la diffusion de données en français était une condition préalable à une utilisation durable, et a encouragé la communauté de l'IITA à imposer la publication des données dans la langue officielle du pays partenaire.

8. Malgré les difficultés rencontrées, les utilisateurs avertis, tels que les participants malgaches, donnent à penser que le potentiel d'exploitation de l'IITA, en termes d'outils, de formation et de compétences, augmente. Les participants malgaches ont quotidiennement recours aux données de l'IITA pour identifier les activités qui ne sont pas répertoriées sur la PGA et pouvoir ainsi entamer un suivi avec les signataires en question. Grâce au nouvel outil d'importation, ce processus peut être simplifié en téléchargeant directement les données à partir du registre de l'IITA avant de les transférer vers la PGA.

L'équipe de Development Gateway se réjouit d'avance de présenter ses résultats et de participer à un débat ouvert à l'ensemble de la communauté de l'IITA, portant sur la façon d'accroître et d'améliorer l'utilisation de l'IITA dans les systèmes nationaux, en vue d'une gestion plus efficace de l'aide.

Atelier sur l'utilisation des données de l'IITA au niveau national



En mars 2015, le gouvernement du Ghana a animé à Accra un atelier régional sur l'utilisation des données.

On comptait des participants originaires de 18 pays africains, mais aussi des représentants du gouvernement, du parlement et de la société civile ghanéens, des représentants de chacun des principaux fournisseurs de SGIA ainsi qu'un petit nombre de donateurs.

Cet atelier a été l'occasion d'aborder les moyens d'exploiter la richesse des informations disponibles en vue de répondre aux besoins de la planification financière et budgétaire à l'échelle nationale, et d'inciter ceux qui fournissent des informations à se concentrer davantage sur les besoins de l'utilisateur final. Les hauts fonctionnaires ayant échangé sur les politiques internationales, y compris celles liées au financement du développement et aux ODD, ont donné leur avis sur les progrès accomplis en matière de transparence, sur ce qui a été réalisé jusqu'à présent, et sur les efforts qu'il reste à fournir pour tenir compte de l'évolution des besoins des pays.

Les participants ont pu examiner les systèmes, les cadres et les dispositifs nationaux, et partager des exemples de bonnes pratiques. Les fournisseurs de systèmes étaient bien placés pour aborder concrètement les points à améliorer, comme l'échange automatisé de

données IITA avec les systèmes nationaux. Les principales conclusions se dégageant de l'atelier du Ghana s'articulent autour des thèmes suivants :

L'accès aux données

- Les partenaires de développement doivent fournir, au niveau des pays bénéficiaires aussi bien qu'à l'échelle mondiale, des informations sur les projets en cours.
- Les ONG devraient être incluses dans les forums des partenaires de développement, afin d'attirer les acteurs non traditionnels.
- La demande de données ne se limite pas à la coordination de l'aide, elle couvre aussi les besoins des universitaires et des journalistes. En tant que base de données publique, l'IITA peut satisfaire ce besoin.
- Il faut améliorer la qualité des données et renforcer l'engagement des pays en faveur de la transparence.
- Les États doivent consulter fréquemment les partenaires de développement afin de s'assurer que les efforts sont alignés sur les priorités des pays.

Appropriation nationale, cadres et systèmes

- Il ne peut y avoir de développement des capacités sans appropriation.
- Les prestataires de services du SGIA doivent être les garants d'un transfert intégral des

connaissances vers les pays qu'ils servent.

- Le sentiment d'appropriation et d'engagement vis-à-vis de l'IITA doit se développer au niveau du gouvernement et au sein de la communauté des donateurs.
- L'appropriation se heurte à plusieurs obstacles : manque de continuité, de capacités et de clarté, retard de publication, volonté politique et encadrement insuffisants.
- L'Iraq, le Kenya et le Rwanda donnent l'exemple en matière de cohérence entre l'aide et le budget.

Volonté politique

- Un cadre politique solide peut renforcer l'appropriation au plus haut niveau de l'État, et la volonté politique permet de surmonter de nombreuses difficultés techniques.
- Il est possible de renforcer, au niveau national, l'engagement politique mondial en faveur de l'IITA en améliorant l'intégration et le fonctionnement des systèmes nationaux.

Recommandations sur la mise en œuvre et l'utilisation des données de l'IITA

- L'IITA doit recueillir des données auprès d'acteurs non traditionnels si elle veut faciliter une gestion efficace de l'aide.
- Il faut accroître la notoriété de l'IITA, qui stimulera la demande de qualité, qui à son tour augmentera le taux d'utilisation des données.
- Pour une efficacité maximale, l'IITA doit être intégrée dans différentes bases de données nationales.

4. Aller de l'avant

L'IITA a beaucoup avancé depuis sa création en 2008, mais les évolutions rapides de notre monde lui offrent de nombreuses occasions de prendre de nouvelles directions.

En s'adaptant et en travaillant avec des partenaires en vue de la réalisation d'objectifs communs, l'IITA peut parvenir à instaurer le changement dans bon nombre de domaines.

En 2015 ont été adoptés les ODD et le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement. Ces deux processus renferment pour l'IITA d'excellentes opportunités d'adapter sa norme afin de mieux recenser l'ensemble des flux de ressources disponibles pour l'aide au développement. Avec l'accord du Comité directeur, l'IITA réfléchira en 2016 à la meilleure approche à adopter pour traiter au mieux ces deux domaines.

Nous nous sommes attachés à améliorer le recueil des données sur les crises humanitaires ; les modifications apportées seront diffusées dans la version 2.02 mise à jour de la norme. Elles créent un cadre simplifié pour la mise à jour quotidienne des données logistiques et financières échangées automatiquement entre les donateurs, les organismes de mise en œuvre et les structures de coordination. La nouvelle norme permettra aux utilisateurs des données de l'IITA de distinguer les fonds alloués aux activités « humanitaires » et de déterminer à quelle crise ou situation d'urgence spécifique chaque activité se rapporte.

En 2015, l'IITA a fait l'objet, pour la première fois, d'une évaluation indépendante portant sur son impact en tant qu'initiative politique et norme internationale. Le **Groupe consultatif des**

membres, constitué à titre provisoire au sein du Comité directeur, a été chargé de mettre en œuvre certaines recommandations clés de l'évaluation relatives à la gouvernance, en préparation de la réunion du Comité directeur en décembre. L'IITA a rejoint en 2015 la nouvelle Alliance pour les données communes, créée la même année. Les membres de cette coalition, qui rassemble des organismes de normalisation, des utilisateurs et des défenseurs des données ouvertes, ont pour ambition de collaborer sur des questions présentant un intérêt mutuel en vue de l'élaboration et de l'utilisation de normes relatives aux données. Avec d'autres organismes, tels que HXL (Langage d'échange humanitaire), OpenCorporates et Open Contracting, l'IITA partagera son expérience et contribuera à résoudre des problèmes communs à l'aide de solutions pérennes.

Évaluation de l'IITA

Cette année, les membres ont demandé une évaluation indépendante de l'IITA, afin de mesurer son succès en tant qu'initiative politique depuis sa création en 2008. Guidé par un groupe de travail, l'évaluateur (Ian C. Davies) a interrogé les membres de l'IITA, puis a utilisé les résultats d'une enquête détaillée effectuée en mars pour formuler des recommandations concrètes sur certains des principaux problèmes identifiés dans le cadre de sa recherche. L'évaluation portait sur le rôle joué par l'IITA en faveur de la prise en compte de la transparence dans le programme politique mondial, sur son succès en tant que norme technique internationale, mais aussi sur son profil politique, sur la visibilité et l'accessibilité de sa marque, et enfin sur la gouvernance, l'adhésion et les modalités de financement. Vous pouvez consulter les rapports finals [ici](#).

Les résultats mettent en évidence les questions sur lesquelles l'IITA doit se pencher de toute urgence. Dans un environnement de coopération pour le développement en constante évolution, caractérisé par une complexité grandissante et un nombre croissant d'acteurs, les résultats et les recommandations aideront les membres de l'IITA à prendre de façon éclairée les décisions stratégiques nécessaires pour faire avancer l'initiative.

Les conclusions du rapport de synthèse sont axées sur deux domaines distincts : la gouvernance et l'impact politique. Ces conclusions ont conduit le **Groupe consultatif des membres** provisoire à élaborer des propositions qui permettront au Comité directeur de mettre en œuvre un certain nombre de recommandations.

Pour ce qui est de l'impact, le rapport reconnaît que l'élaboration d'une norme transparente internationale est un projet complexe sur le plan politique, inévitablement lié à de véritables

défis techniques, et il loue à ce titre le caractère inclusif de l'adhésion et de l'engagement multipartite de l'IITA. Le rapport établit aussi que l'IITA est parvenue à mettre la transparence en lumière, et en a fait la clé de voûte d'un développement efficace et responsable ; néanmoins, il conclut également que le statut de l'IITA, une initiative volontaire, et le pouvoir limité qui en découle, limitent son potentiel. L'évaluateur estime que, bien que l'IITA ait élargi le nombre et la diversité de ses signataires, la priorité doit à présent porter sur l'intensification de l'utilisation des données.

Le rapport invite également l'IITA à définir et à communiquer clairement sa vision et son orientation, tout en reconnaissant que la taille et la nature de la structure de gouvernance ne sont pas adaptées à ce genre de prise de décision stratégique. Le Groupe consultatif provisoire des membres a adopté une approche permettant d'investir le Comité directeur du pouvoir nécessaire à la prise de décisions importantes.

L'IITA et le Programme de développement durable à l'horizon 2030

L'année 2015 a été historique pour le développement international en raison de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (FdD3), qui s'est déroulée en juillet à Addis-Abeba, et de l'adoption du nouveau programme de développement durable à l'horizon 2030 par les dirigeants mondiaux lors du sommet des Nations Unies qui s'est tenu en septembre dernier. Conjointement, les conclusions de ces deux événements définissent le cadre de développement pour les 15 prochaines années, d'où l'importance de mener une réflexion sur la place de l'IITA dans la nouvelle architecture internationale. Cette question sera abordée lors de la réunion du Comité directeur de l'IITA, qui aura lieu à Copenhague en décembre 2015, et il est évident que les deux documents en question présentent de nombreuses opportunités dignes d'intérêt.

Le **Programme d'action d'Addis-Abeba** met l'accent sur la nécessité de mobiliser toutes les ressources pour le développement et de doter d'une plus grande transparence les systèmes d'imposition, les institutions financières, les entreprises, les budgets nationaux, les services d'approvisionnement, le secteur caritatif, l'aide au développement, le financement de la lutte contre le changement

climatique et les banques de développement. Le document présente donc des arguments convaincants en faveur d'une transparence accrue de toutes les ressources pour le développement, et comme indiqué précédemment, l'IITA est précisément mentionnée au paragraphe 128 :

« Nous estimons qu'une plus grande transparence est essentielle et qu'elle peut être assurée si des informations complètes et prospectives sont publiées [en temps utile] sur les activités de développement, selon qu'il conviendra, dans un format électronique commun ouvert. L'accès à des données et statistiques fiables aide les gouvernements à prendre des décisions en toute connaissance de cause, permet à tous les acteurs de suivre les progrès, de comprendre les avantages et les inconvénients, et favorise un climat de responsabilité mutuelle. Nous tirerons des enseignements des initiatives existantes en matière de transparence et des normes de données ouvertes en vigueur, **et prenons note de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide.** »

Transformer notre monde : le **Programme de développement durable** à l'horizon 2030 se fait l'écho de l'importance de mobiliser l'ensemble des acteurs et

différentes ressources au service du développement, indiquant qu'un tel partenariat « facilitera un engagement mondial fort au service de la mise en œuvre de tous les objectifs et cibles, rassemblant ainsi les gouvernements, le secteur privé, la société civile, le système des Nations Unies et les autres acteurs concernés et mobilisant toutes les ressources disponibles » (paragraphe 39).

En ce qui concerne le développement d'indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, il mentionne qu'« il faudra disposer en temps utile de données ventilées de qualité, qui soient facilement accessibles et fiables, pour mesurer les progrès accomplis et garantir qu'il n'y aura pas de laissés-pour-compte du développement durable. Ces données sont essentielles pour la prise de décisions. Il faudra, chaque fois que possible, utiliser des informations et des données produites par des dispositifs déjà en place » (paragraphe 48).

Le document établit clairement que la responsabilité de la réalisation et du suivi des objectifs ambitieux et universels détaillés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 incombe en premier lieu aux autorités nationales. Quant aux pays en développement, cela implique d'accroître la mobilisation des ressources nationales et de maximiser l'efficacité des ressources internationales mises à leur disposition. L'IITA

est bien placée pour apporter sa contribution dans ce domaine : elle offre déjà un accès aux données publiées par une large gamme d'acteurs, et sa norme pourrait être facilement adaptée et étendue, jusqu'à devenir une norme internationale et exhaustive à même de collecter les données de l'ensemble des ressources internationales affectées au développement. En conséquence, elle constitue l'outil idéal pour publier les données et suivre le financement pour le développement au niveau national.

En partenariat avec Development Initiatives, l'IITA a mis en place **d-portal.org**, une plateforme nationale offrant un outil de suivi en temps réel des ressources internationales pour le développement, en précisant leur disponibilité par pays, par secteur ou par type de ressource. De plus, la dernière mise à jour de la norme permettra de documenter, dans le champ « code secteur », les activités contribuant à la réalisation des ODD et/ou des autres cibles et indicateurs. Cela permettra de développer plus avant la capacité de l'IITA à aider les gouvernements dans la réalisation et le suivi des ODD au niveau national.

Au niveau mondial, la structure générale des indicateurs relatifs aux ODD est en cours d'élaboration par le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux ODD, et doit être validée par la Commission

de statistique d'ici le mois de mars 2016. En fonction des résultats obtenus à l'issue de ce processus, l'IITA pourrait éventuellement contribuer à l'exercice de suivi au niveau mondial, étant donné qu'elle dispose de données supplémentaires concernant un certain nombre de cibles. Parmi ces dernières, les plus pertinentes semblent concerner les moyens de mise en œuvre identifiés dans les objectifs 1 et 17, qui font référence à la mobilisation des ressources financières provenant de sources multiples.

Pour ce qui est de l'examen et du suivi, le Forum politique de haut niveau fera partie des mécanismes spécifiques. Ce forum s'appuiera sur un rapport annuel postant sur les progrès réalisés en vue d'atteindre les ODD, qui sera élaboré par le Secrétaire général en collaboration avec le système des Nations Unies et alimenté par le cadre mondial d'indicateurs, les données issues des systèmes statistiques nationaux et les informations recueillies au niveau régional. Le Forum politique de haut niveau aura lieu tous les quatre ans ; la prochaine rencontre est prévue pour 2019.

Une fois que le cadre mondial d'indicateurs sera finalisée et que les politiques à l'appui des activités de suivi à l'échelle internationale seront clairement définies, l'IITA réfléchira à son éventuelle contribution au suivi mondial des ODD, et donc aux politiques y afférentes.

L'IITA et les données relatives à l'aide humanitaire

Les opérations humanitaires récentes et largement médiatisées, qui ont suivi le typhon Haiyan, aux Philippines, l'épidémie de maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest ou, plus récemment encore, le séisme qui a frappé le Népal, ont souligné l'importance de disposer de données récentes si l'on veut améliorer la prise de décisions sur le plan opérationnel, faciliter la traçabilité tout au long de la chaîne de mise en œuvre et connaître la totalité des ressources disponibles. À ce jour, l'IITA possède une marge de manœuvre limitée parce que la norme a été conçue pour répondre aux besoins des acteurs du développement et ne correspond donc pas aux objectifs de l'action humanitaire.

Les populations vulnérables ou affectées par une crise humanitaire nécessitent plusieurs sortes de ressources financières : locales, nationales et internationales ; publiques et privées. Des informations exactes, récentes et détaillées sur les flux de financement sont indispensables à la prise de décisions éclairées et à la responsabilité de chacun. L'ensemble des acteurs humanitaires doit faire face à de véritables défis : qui sont les personnes dans le besoin ? Où

se trouvent-elles ? De quelles ressources disposent-elles ? Ces ressources sont-elles efficaces ?

Ces derniers se heurtent actuellement à de nombreuses difficultés concernant l'obtention de données et d'informations :

- la communication de rapports, qui se fait sur la base du volontariat ;
- la réticence de certains donateurs qui ne souhaitent pas divulguer leurs données financières ; et
- l'hétérogénéité de la transmission et de la présentation des données, qui diffèrent d'un acteur à l'autre.

Les flux financiers ne sont pas toujours visibles, et les informations disponibles portent rarement sur autre chose que les paiements et décaissements initiaux des donateurs en faveur d'autres organismes.

Adapter la norme de l'IITA aux besoins de l'action humanitaire

Puisque les problèmes rencontrés par la communauté humanitaire sont les mêmes que ceux auxquels faisait face l'aide au développement,

la norme de l'IITA est bien placée pour combler le manque d'informations. La nouvelle version (v2.02) de la norme de l'IITA a été conçue de façon à offrir une compatibilité et une interopérabilité complètes avec les systèmes humanitaires actuels suivants :

- Système de suivi financier de l'OCHA (FTS)
- Système d'information européen sur la réponse aux urgences et catastrophes (EDRIS)
- Langage d'échange humanitaire (HXL)
- Autres organes de coordination de l'aide (Start Network, Disasters Emergency Committee, etc.)

Ces mises à jour visent à définir un cadre harmonisé garantissant la diffusion en temps utile de données exactes sur les engagements financiers et la répartition des ressources. Ce cadre permettra la mise à jour quotidienne de données financières et logistiques, et leur échange automatique entre donateurs, organismes de mise en œuvre et structures de coordination.

Les principaux changements apportés à la nouvelle version de la norme de l'IITA apparaissent sous



la forme de nouveaux groupes de données permettant à n'importe quel utilisateur de distinguer les fonds affectés à des activités humanitaires de ceux qui financent les interventions traditionnelles en faveur de l'aide au développement, et de savoir quelles sont les crises ou les situations d'urgence concernées.

Cette mise à jour (qui était nécessaire sur le plan technique) achevée, l'IITA aura une belle occasion de prouver sa valeur en cas de future crise humanitaire lors du **Sommet humanitaire mondial** sur qui se tiendra en mai 2016. Comme toujours, sa valeur reposera sur la qualité des données envoyées par les signataires, ainsi que sur leur transmission en temps utile.

Les difficultés rencontrées par les signataires

S'il est vrai que l'extension de la norme de l'IITA permettra de disposer d'un nombre plus important d'informations sur les crises humanitaires, la réussite de cette étape importante dépend de la bonne volonté des donateurs et des autres organismes, auxquels il incombe de publier et d'actualiser quotidiennement les données relatives à l'action humanitaire.

Aujourd'hui, seule une poignée de signataires de l'IITA actualisent leurs données chaque jour. Beaucoup d'autres effectuent une mise à jour mensuelle ou trimestrielle. Or l'action humanitaire exige la transmission bien plus régulière d'informations.

Nous ne pouvons pas espérer réaliser ces changements du jour au lendemain, mais nous travaillerons aux côtés de nos signataires tout au long de l'année, afin de les aider dans la diffusion d'informations relatives aux activités humanitaires.

Nous devons aussi adapter les outils actuels ou en créer de nouveaux, afin que le public puisse accéder à ces nouvelles sources de données et les analyser.

« Une seule publication, de multiples utilisations » a toujours été la devise de l'IITA, et nous espérons que l'évolution de la norme permettra aux acteurs de l'humanitaire de se l'approprier.

Normes relatives aux données communes

Tout au long de l'année 2015, l'importance de mettre en commun différentes normes, en vue d'accroître l'interopérabilité et l'utilité des données, est apparue de plus en plus clairement. Le Secrétariat de l'IITA collabore d'ores et déjà de façon informelle avec d'autres organismes de normalisation, par exemple en aidant l'Open Contracting Partnership à mettre au point sa propre norme. Cette collaboration s'est renforcée courant 2015.

En mai dernier, en marge de la Conférence d'Ottawa sur les données ouvertes, le Secrétariat de l'IITA a organisé, en partenariat avec les représentants des normes Langage d'échange humanitaire, Open Contracting Data Standard (OCDS) et OpenCorporates, une rencontre avec d'autres organismes de normalisation en faveur de la transparence des données. Cette réunion avait pour objet de susciter la réflexion sur la façon dont les organismes de normalisation peuvent unir leurs efforts afin de trouver des solutions communes à des problèmes communs et de veiller à ce que, le cas échéant, les données produites par chacun d'entre eux soient compatibles et agrégées en vue d'une accessibilité et d'une efficacité maximales.

À l'issue de cette rencontre a été publiée la **Déclaration de collaboration de l'Alliance pour les données communes**, une coalition qui rassemble des organismes de normalisation, des utilisateurs et des défenseurs des données ouvertes ayant pour ambition de

collaborer sur des questions présentant un intérêt mutuel en vue de l'élaboration et de l'utilisation de normes relatives aux données, en particulier sur des questions d'ordre supranational ou pluridisciplinaire. En vertu de la Déclaration de collaboration, adoptée par le Comité directeur de l'IITA lors de sa réunion du mois de juin 2015, les membres de l'Alliance s'engagent à :

- Axer la création et la diffusion de leurs normes sur l'utilisateur
- Chercher des solutions communes et ouvertes aux problèmes communs
- Partager des méthodologies et des systèmes d'encodage ouverts communs
- Coopérer sur les projets pilotes, de façon formelle ou informelle
- Adopter une stratégie commune en réclamant des normes mondiales communes et ouvertes, qui couvrent des domaines tels que les données géospatiales, les secteurs fonctionnels ainsi que les identifiants démographiques, d'organisations et d'entreprises.

L'importance des normes dans la mise à disposition de données communes a également été soulignée dans la **Charte internationale sur les données ouvertes**, inaugurée à New York à la fin du mois de septembre dernier.

Le quatrième principe de cette charte réclame des données



« comparables et interopérables », afin de pouvoir réaliser une traduction exacte des normes. La charte plaide en faveur de « l'adoption de standards communs à l'échelle mondiale quand ils n'existent pas déjà » et vise à garantir que « tous les nouveaux standards en matière de données que nous adoptons soient, dans la plus grande mesure possible, interopérables avec les standards existants ». Elle reconnaît que, « pour être efficaces et utiles, les données devraient être comparables par secteur et entre différents secteurs, d'un lieu géographique à l'autre et au fil du temps ».

Ces questions ont été davantage approfondies lors du sommet du Partenariat pour un gouvernement ouvert, qui s'est tenu à Mexico, en octobre dernier, et au cours duquel l'IITA a organisé, en collaboration avec Development Initiatives et Publish What You Fund une séance sur le rôle des normes relatives aux données communes dans la réalisation et le suivi des ODD.

Fin du rapport

Annexe 1 : Abréviations et acronymes

ACDI	Agence canadienne de développement international
AFESD	Fonds arabe de développement économique et social
APD	Aide publique au développement
Asdi	Agence suédoise de coopération internationale au développement
BAD	Banque africaine de développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BEI	Banque européenne d'investissement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BMD	Banque multilatérale de développement
BMZ	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement de l'Allemagne
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CE	Commission européenne
CEPEI	Centro de Pensamiento Estratégico Internacional
CIDE	Centro de Investigación y Docencia Económicas
CRDI	Centre canadien de recherches pour le développement international
DDC	Direction du développement et de la coopération
DEVCO	Direction générale de la Coopération internationale et du développement (Commission européenne)
DFID	Ministère du Développement international du Royaume-Uni
DG	Direction générale (Commission européenne)
DIPR	Development Initiatives Poverty Research
ECHO	Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (Commission européenne)
EDRIS	Système d'information européen sur la réponse aux urgences et catastrophes
FdD3	Troisième Conférence internationale sur le financement du développement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FODI	Fonds de l'OPEP pour le développement international
Fonds mondial	Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
FTS	Système de suivi financier de l'OCHA (Nations Unies)
G77	Groupe des 77
GCT	Groupe consultatif technique de l'IITA
GESOC	Gestión Social
GIFT	Initiative mondiale pour la transparence des finances publiques
GPEDC	Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement
HXL	Langage d'échange humanitaire
IFD	Institutions de financement du développement
IFI	Institution financière internationale
IITA	Initiative internationale pour la transparence de l'aide
IPE	Service des instruments de politique étrangère
JICA	Agence japonaise de coopération internationale

MAEC	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce de l'Australie
MAECD	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada
MINECOFIN	Ministère rwandais des Finances et de la Planification économique du Rwanda
NEAR	Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (Commission européenne)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCDS	Open Contracting Data Standard
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Nations Unies)
ODD	Objectifs de développement durable
OGP	Partenariat pour le gouvernement ouvert
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial des Nations Unies
PIDG	Groupe du développement des infrastructures privées
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDC	République démocratique du Congo
SFI	Société financière internationale
SGIA	Système de gestion de l'information sur l'aide
SNPC	Système de notification des pays créanciers (CAD-OCDE)
TIKA	Agence turque de coopération et de coordination
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
XML	Extensible Markup Language

Annexe 2 : Membres de l'IITA

Nom	Type d'organisation	Année d'adhésion
Allemagne - Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)	Donateur - Gouvernement	2008
Australie - Ministère des Affaires étrangères et du commerce (MAEC)	Donateur - Gouvernement	2008
Banque mondiale	Donateur - Organisation multilatérale	2008
Commission européenne (CE)	Donateur - Autre secteur public	2008
Danemark - Ministère des Affaires étrangères, Danida	Donateur - Gouvernement	2008
Development Initiatives Poverty Research (DIPR)	OSC et autres organisations	2008
Finlande - Ministère des Affaires étrangères,	Donateur - Gouvernement	2008
Fondation William and Flora Hewlett	Donateur - Fondation	2008
Gavi	Donateur - Partenariat privé-public	2008
Irlande - Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (IrishAid)	Donateur - Gouvernement	2008
Nouvelle-Zélande - Ministère des Affaires étrangères et du Commerce	Donateur - Gouvernement	2008
Pays-Bas - Ministère des Affaires étrangères	Donateur - Gouvernement	2008
Publish What You Fund (PWYF)	OSC et autres organisations	2008
Royaume-Uni - Ministère du Développement international (DFID)	Donateur - Gouvernement	2008
Secrétariat de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide	OSC et autres organisations	2008
Suède - Agence de coopération internationale au développement (Asdi)	Donateur - Gouvernement	2008
Suisse - Direction du développement et de la coopération (DDC)	Donateur - Gouvernement	2009
Banque africaine de développement (BAD)	Donateur - Organisation multilatérale	2011
Banque interaméricaine de développement (BID)	Donateur - Organisation multilatérale	2011
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	Donateur - Organisation multilatérale	2011
Canada - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD)	Donateurs - Gouvernement	2011
États-Unis d'Amérique	Donateur - Gouvernement	2011
Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	Donateur - Organisation multilatérale	2011
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Donateur - Organisation multilatérale	2011
United Nations Capital Development Fund (UNCDF)	Donateur - Organisation multilatérale	2011

Bangladesh	Pays partenaire	2012
Belgique	Donateur - Gouvernement	2012
Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)	Donateur - Organisation multilatérale	2012
Burkina Faso	Pays partenaire	2012
Colombie	Pays partenaire	2012
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes)	Donateur - Organisation multilatérale	2012
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Donateur - Organisation multilatérale	2012
Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)	Donateur - Organisation multilatérale	2012
Fonds international de développement agricole (FIDA)	Donateur - Organisation multilatérale	2012
Ghana	Pays partenaire	2012
Honduras	Pays partenaire	2012
Indonésie	Pays partenaire	2012
Liban	Pays partenaire	2012
Libéria	Pays partenaire	2012
Madagascar	Pays partenaire	2012
Malawi	Pays partenaire	2012
Moldova	Pays partenaire	2012
Monténégro	Pays partenaire	2012
Népal	Pays partenaire	2012
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Pays partenaire	2012
Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)	Donateur - Organisation multilatérale	2012
République démocratique du Congo (RDC)	Pays partenaire	2012
République dominicaine	Pays partenaire	2012
République du Congo	Pays partenaire	2012
Rwanda	Pays partenaire	2012
Sierra Leone	Pays partenaire	2012
Syrie	Pays partenaire	2012
Tanzanie	Pays partenaire	2012
Viet Nam	Pays partenaire	2012
Banque européenne d'investissement (BEI)	Donateur - Organisation multilatérale	2013
Bond	OSC et autres organisations	2013
Charte de responsabilité des ONGI	OSC et autres organisations	2013
Fondation Bill et Melinda Gates	Donateur - Fondation	2013

Fonds pour l'adaptation	Donateur - Organisation multilatérale	2013
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Donateur - Organisation multilatérale	2013
Development Gateway	OSC et autres organisations	2014
Myanmar	Pays partenaire	2014
Yémen	Pays partenaire	2014
Bénin	Pays partenaire	2015
Burundi	Pays partenaire	2015
Catalpa International	OSC et autres organisations	2015
Cordaid	OSC et autres organisations	2015
Nigéria	Pays partenaire	2015

Annexe 3 : Rapport financier

Rapport sur les revenus des années 1 (2013/14) et 2 (2014/15), et sur la mise en œuvre lors de l'année 2

Aperçu des flux financiers des années 1 et 2 (exercices 2013/2015)^{1,2}

REVENU

1. Revenu total perçu jusqu'en septembre 2015	4 067 998 dollars
a. Année 1 : cotisations et contributions volontaires	1 828 681 dollars
b. Année 2 : cotisations et contributions volontaires	1 533 844 dollars
c. Avance sur les cotisations de l'année 3 au titre de l'exercice 2015/2016	697 786 dollars
d. Intérêts cumulés au 30 septembre 2015	7 686 dollars

DÉPENSES ET ENGAGEMENTS^{1,2}

2. Dépenses et engagements à ce jour	3 153 233 dollars
a. Dépenses relatives aux projets au 30 septembre 2015	2 889 920 dollars
b. Avances sur projets et bons de commande non régularisés	28 850 dollars
c. Engagements en faveur des activités de l'année 2 (2014/2015)	234 463 dollars

SOLDE DU PROJET (anticipé – octobre 2015)

3. Solde anticipé (1.-2)	914 765 dollars
3a Avance reçue sur les cotisations de l'année 3 (1.c)	-697 786 dollars

Trésorerie au 31 octobre 2015

216 979 dollars³

L'envoi tardif des contributions a sensiblement limité la capacité du Secrétariat à mener à bien toutes les activités prévues dans le programme de travail de l'année 2. Toutefois, en fin d'année 2, 90 %⁴ des contributions reçues au titre de l'exercice en cours ont été utilisées (soit 71 %⁵ du budget).

¹ Les dépenses ont été estimées à partir des états financiers provisoires, qui couvrent la période allant jusqu'au 30 avril 2015, et sont fournies à titre indicatif seulement. Les montants définitifs apparaîtront dans les états financiers certifiés, après la clôture des comptes de l'exercice.

² Les montants figurant ici correspondent aux années 1 (exercice 2013/2014) et 2 (exercice 2014/2015) de l'IITA, car les états financiers officiels suivent les années civiles et non l'exercice financier de l'IITA (de septembre à août).

³ Ce montant est consacré au financement des activités de l'année 3.

⁴ Ce pourcentage englobe les engagements.

Au 30 septembre 2015, le fonds commun de l'IITA a reçu des contributions d'un montant total de 4 060 312 dollars, auquel s'ajoutent 7 686 dollars d'intérêts, ce qui porte le total des revenus à 4 067 998 dollars. Sur cette somme, 697 786 dollars sont consacrés à la mise en œuvre du programme de travail et du budget de l'année 3 de l'IITA. Le tableau 1 ci-dessous détaille les contributions reçues en fonction de leur nature et de la période concernée :

⁵ Pour plus de détails, consulter la figure 1, page 84.

Tableau 1 : Contributions reçues au 30 septembre 2015, par type et par année (en dollars US)

Description	Année 1	Année 2	Année 3	Total général
Cotisations	902 846	1 055 332	586 516	2 544 694
Fonds résiduels de revenus antérieurs	60 111	-	-	60 111
Contributions volontaires	865 725	478 512	111 270	1 455 507
Total général	1 828 681	1 533 844	697 786	4 060 312
Intérêts	-	-	-	7 686
Total général avec intérêts	1 828 681	1 533 844	697 786	4 067 998

Le tableau 2 ci-après dresse une liste détaillée des contributions versées par les membres/donateurs de l'IITA. Ces dernières sont également datées (depuis 2013 jusqu'en septembre 2015). Au cours des années de mise en œuvre 1 et 2, le Canada est resté, en termes de contributions volontaires, notre plus grand donateur, sa contribution s'élevant à hauteur de 436 750 dollars (176 750 dollars versés par le gouvernement canadien et 260 000 dollars, par le Centre canadien pour le développement international, et par le gouvernement canadien via le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement), suivi par le Royaume-Uni, et les 238 061 dollars versés par son ministère du Développement international. Nous avons également reçu 192 115 dollars de la Commission européenne, 189 880 dollars d'USAID, 163 500 dollars de la fondation William and Flora Hewlett, 99 950 dollars de la part de la Suède et 35 250 dollars du FIDA.

Tableau 2 (verso) : liste détaillée des contributions versées par les membres de l'IITA jusqu'en septembre 2015 (en dollars US)

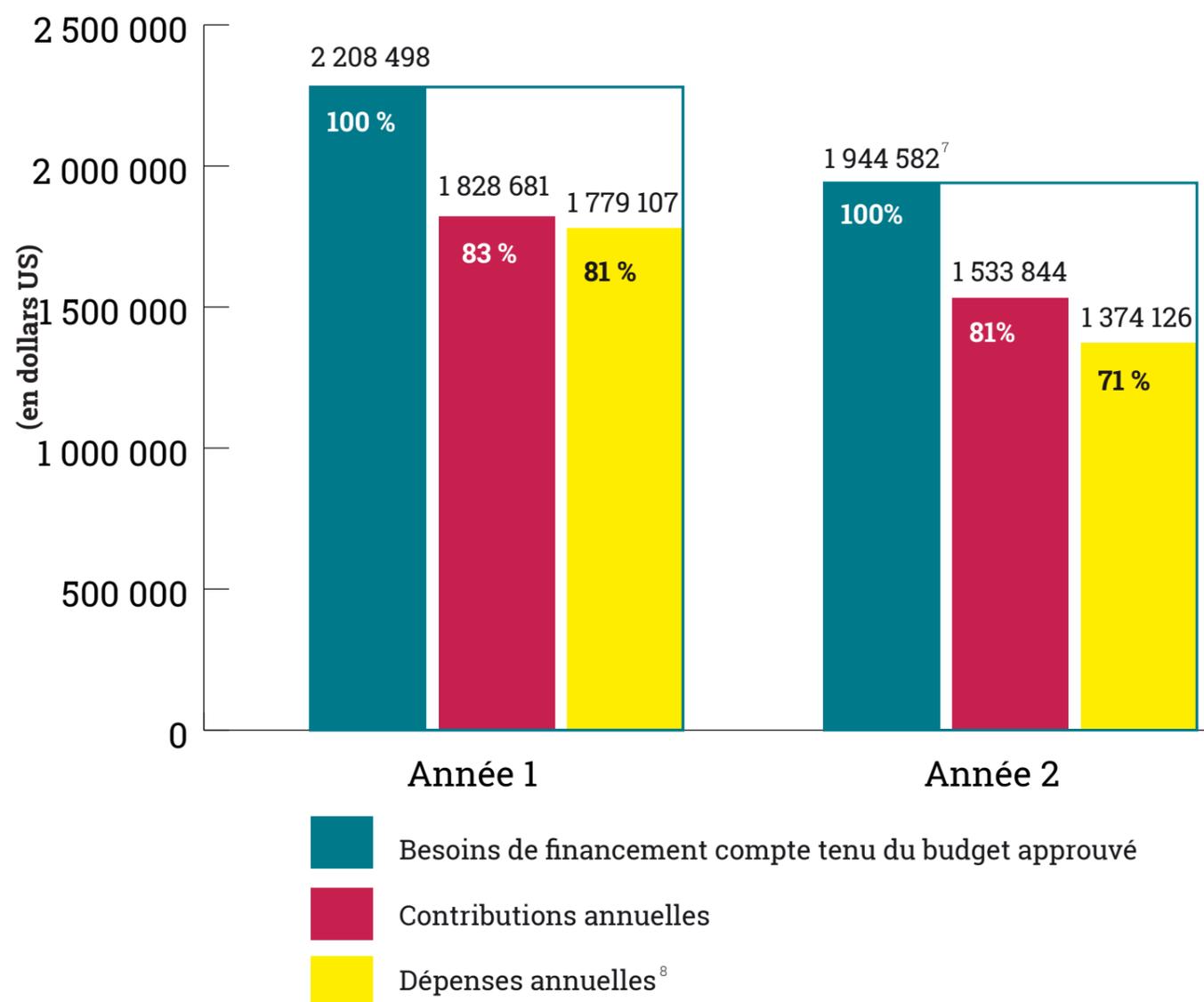
Dans le cadre des nouvelles dispositions budgétaires, l'IITA est financé à la fois par les cotisations et les contributions volontaires. 70 % du budget annuel doit être financé par les cotisations, et les 30 % restants, ainsi que tout écart résiduel, doivent être couverts par les contributions volontaires. Les cotisations et les contributions volontaires sont affectées à une caisse commune pouvant être utilisée pour financer n'importe quelle activité figurant dans le programme de travail approuvé par le Comité directeur.

⁶ Les dépenses de l'année 2 ont été estimées à partir des états financiers provisoires qui couvrent la période allant jusqu'au 30 avril 2015, et sont fournies à titre indicatif seulement. Les montants définitifs apparaîtront dans les états financiers certifiés, après la clôture des comptes de l'exercice.

Purpose of funds	Member	Receipt Date	Y1	Y2	Y3	Grand Total
Membership fee	United Nations Children's Fund (UNICEF)	05-Sep-13; 13-Apr-15	43,250.00	43,250.00	-	86,500.00
	United Nations Population Fund (UNFPA)	02-Oct-13; 19-Dec-14 10-Sep-15	43,250.00	43,250.00	43,250.00	129,750.00
	Publish What You Fund	02-Oct-13; 11-Dec-14	1,100.00	1,100.00	-	2,200.00
	UK - Department for International Development (DFID)	21-Jan-14; 05-Mar-15; 28-Sep-15	43,250.00	43,250.00	43,250.00	129,750.00
	The William and Flora Hewlett Foundation	13-May-14; 24-Mar-15	43,250.00	43,250.00	-	86,500.00
	United States Agency for International Development (USAID)	18-Nov-13; 29-Oct-14	43,250.00	43,250.00	43,250.00	129,750.00
	Bond	18-Nov-13; 26-Nov-14 13-Aug-15	1,100.00	1,100.00	1,100.00	3,300.00
	Canada - Department of Foreign Affairs, Trade and Development	03-Dec-13	43,250.00	43,250.00	-	86,500.00
	Transparency International	06-Dec-13	1,100.00	1,100.00	-	2,200.00
	African Development Bank (AFDB)	06-Dec-13; 16-Jan-15 18-Sep-15	43,250.00	43,250.00	43,250.00	129,750.00
	Ireland - Irish Aid	10-Dec-13; 22-Dec-14	33,480.00	53,020.00	8,950.00	95,450.00
	Netherlands - Ministry of Foreign Affairs - Development Cooperation	12-Dec-13; 28-Nov-14	43,250.00	43,250.00	-	86,500.00
	United Nations World Food Programme (WFP)	13-Dec-13; 09-Dec-14 10-Sep-15	43,250.00	43,250.00	43,250.00	129,750.00
	European Investment Bank (EIB)	13-Dec-13; 13-Feb-15 09-Sep-15	43,250.00	43,250.00	43,250.00	129,750.00
	Germany - Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ)	19-Dec-13; 17-Nov-14 10-Sep-15	43,250.00	43,250.25	42,380.00	128,880.25
	United Nations Women (UN Women)	26-Dec-13; 02-Jul-15	43,250.00	43,250.00	-	86,500.00
	Denmark - Ministry of Foreign Affairs	27-Dec-13	43,250.00	43,250.00	39,354.00	125,854.00
	International Fund for Agricultural Development (IFAD)	06-Jan-14	43,250.00	43,250.00	43,250.00	129,750.00
	Finland - Ministry for Foreign Affairs	15-Jan-14; 31-Dec-14	43,250.00	43,222.00	-	86,472.00
	The Bill and Melinda Gates Foundation	06-Feb-14 & 30-Oct-14	43,250.00	43,250.00	56,750.00	143,250.00
	Australia - Department of Foreign Affairs and Trade	27-Mar-14; 17-Apr-15	43,250.00	43,250.00	-	86,500.00
	Inter-American Development Bank (IDB)	16-Apr-14; 24-Mar-15 23-Sep-15	43,250.00	43,250.00	43,250.00	129,750.00
	The World Bank	02-May-14; 12-Feb-15	43,240.74	43,242.00	-	86,482.74
	INGO Accountability Charter	12-May-14; 08-Jan-15 16-Sep-15	1,100.00	1,100.00	1,100.00	3,300.00
	Belgium - Belgian Development Agency (BTC)	20-Jun-14; 30-Jun-15	43,225.00	43,225.00	-	86,450.00
	GAVI	28-Nov-14; 27-Aug-15	-	43,250.00	43,250.00	86,500.00
	The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria	10-Mar-15; 08-Sep-15	-	43,223.20	43,232.00	86,455.20
	Development Gateway	01-Dec-14	-	1,100.00	-	1,100.00
	Malawi	18-Mar-15	-	1,100.00	-	1,100.00
	Nigeria	19-20-Mar-15	-	1,050	-	1,050.00
New Zealand	29-Apr-15	-	43,250.00	-	43,250.00	
Cordaid	24-Sep-15	-	-	2,200.00	2,200.00	
Bangladesh	22-Sep-15	-	-	2,200.00	2,200.00	
Membership fee Total			902,846	1,055,332.45	586,516.00	2,544,694.19
Residual funds	UK - Department for International Development (DFID)	05-Nov-13	60,111.00	-	-	60,111.00
	Residual funds Total			60,111.00	-	60,111.00
Voluntary Contribution	UK - Department for International Development (DFID)	21-Jan-14; 05-Mar-15; 28-Sep-15	165,554.95	67,986.44	4,520.00	238,061.39
	Canada - Department of Foreign Affairs, Trade and Development	03-Dec-13	176,750.00	-	-	176,750.00
	International Development Research Centre (IDRC)	14-Apr-15	-	260,000.00	-	260,000.00
	The William and Flora Hewlett Foundation	12-Nov-13; 13-May-14 24-Mar-15	156,750.00	6,750.00	-	163,500.00
	Sweden - SIDA	18-Dec-13; 18-Dec-14	49,975.00	49,975.00	-	99,950.00
	United States Agency for International Development (USAID)	18-Nov-13; 29-Oct-14	98,000.00	85,130.00	6,750.00	189,880.00
	International Fund for Agricultural Development (IFAD)	06-Jan-14	35,250.00	-	-	35,250.00
	European Commission (EC)	31-Jan-14; 23-Dec-14	183,444.58	8,670.78	-	192,115.36
	Bangladesh	22-Sep-15	-	-	100,000.00	100,000.00
Voluntary Contribution Total			865,725	478,512	111,270.00	1,455,507
Grand Total			1,828,681	1,533,845	697,786	4,060,312

La figure 1 reflète les besoins de financement compte tenu du budget approuvé, des contributions reçues (cotisations ou contributions volontaires), ainsi que des dépenses¹ pour les années 1 et 2.

Elle identifie la nature des fonds reçus en distinguant les cotisations des contributions volontaires. Elle permet également de visualiser clairement l'insuffisance des fonds reçus par rapport au budget approuvé, qui est respectivement de 17 % et 21 % pour les années 1 et 2. Malgré ces déficits de financement, les dépenses n'ont jamais excédé les fonds disponibles, en raison de la nature de l'initiative, qui est fondée sur une comptabilité de trésorerie (les dépenses sont limitées aux fonds reçus). Les activités approuvées ont donc été classées par ordre de priorité.



⁷ La somme de 1 944 582 dollars correspond au total des fonds devant être réunis pour l'année 2 compte tenu du budget approuvé, d'un montant de 2 401 065 dollars (hors contributions en nature).

⁸ Les dépenses ont été estimées à partir des états financiers provisoires qui couvrent la période allant jusqu'au 30 avril 2015, et sont fournies à titre indicatif seulement. Les montants définitifs apparaîtront dans les états financiers certifiés, après la clôture des comptes de l'exercice.



Country: **Funding** IATI
 Project Atlas id: 00087578 All Amounts in US\$
 Project Title : International Aid and Transpar Date: 01/07/2014

CERTIFIED ANNUAL FINANCIAL STATEMENT AS AT 31 DECEMBER 2013

1) INCOME			
DEPOSITS			
2013		1,219,004.01	1,219,004.01
INTEREST			
2013		58.72	58.72
TOTAL FUNDS (A)			1,219,062.73
2) PROJECT EXPENSES			
PERIOD - PRIOR YEARS:			
PERIOD - CURRENT YEAR			
2013	Disbursements	48,619.74	
	Receipt Accruals	0.00	
	Net exchange gain	-67.79	
	Management fee	3,363.03	51,914.98
TOTAL PROJECT EXPENSES (B)			51,914.98
	Project Advances (C)	303.81	303.81
PROJECT CASH BALANCE (D) = (A) - (B) - (C)			1,166,843.94
	Open Purchase Orders (E)	0.00	0.00
3) PROJECT FUND BALANCE (F) = (D) - (E)			1,166,843.94

The Statement is following IPSAS reporting requirements, Management Fee is calculated and recorded against Project Expenses (Disbursements + Receipt Accruals)
 Project Advances represents amounts yet to be either recovered or settled against Project Expenses. Open POs represents amounts committed against goods/services yet to be delivered/rendered. Fund balance represents cash available for implementation activities.

Prepared by
 M. Shafiq HATEA
 Senior Finance Associate
 CSPG IPAS, UNOPS HQ

Certified By
 Kanit Pukchareon
 Regional Finance Specialist
 CSPG IPAS, UNOPS HQ



Project Atlas id: 00087578 Funding IATI
All Amounts in US\$

Project Title : Support to the International Aid Transparency Initiative (IATI) Date: 20/05/2015

CERTIFIED ANNUAL FINANCIAL STATEMENT AS AT 31 DECEMBER 2014

Opening Balances 2003 0.00

1) INCOME

DEPOSITS

2013	1,219,004.01	
2014	1,484,899.05	2,703,903.06

INTEREST

2013	58.72	
2014	4,489.86	4,548.58

TOTAL FUNDS (A) 2,708,451.64

2) PROJECT EXPENSES

PERIOD - PRIOR YEARS:

2013	Project Expense	48,619.74	
	Net Exchange Gain	-67.79	
	Management Fee	3,363.03	51,914.98

PERIOD - CURRENT YEAR

2014	Project Expense	1,860,149.76	
	Receipt Accruals	0.00	
	Net exchange gain	-1,023.53	
	Management fee	49,224.49	1,908,350.72

TOTAL PROJECT EXPENSES (B) 1,960,265.70

Project Advances (C) 2,734.45 2,734.45

PROJECT CASH BALANCE (D) = (A) - (B) - (C) 745,451.49

Open Purchase Orders (E) 465.43 465.43

3) PROJECT FUND BALANCE (F) = (D) - (E) 744,986.06

The Statement is following IPSAS reporting requirements. Management Fee is calculated and recorded against Project Expenses (Disbursements + Receipt Accruals)

Project Advances represents amounts yet to be either recovered or settled against Project Expenses. Open POs represents amounts committed against goods/services yet to be delivered/rendered. Fund balance represents cash available for implementation activities.

Prepared by

M. Shafiq RATEA
Senior Finance Associate
CSG IPAS, UNOPS HQ

Certified By

Ala'a Nemer
Regional Finance Practice Advisor
CSG IPAS, UNOPS HQ



Operational excellence for results that matter

Project Atlas id: 00087578 Funding IATI
All Amounts in US\$
Project Title : Support to the International Aid Transparency Initiative (IATI) Date: 09/10/2015

INTERIM FINANCIAL STATEMENT AS AT 30 SEP 2015

1) INCOME

DEPOSITS

2013	1,219,004.01	
2014	1,484,899.05	
2015	1,356,409.16	4,060,312.22

INTEREST

2013	58.72	
2014	4,489.86	
2015	3,137.55	7,686.13

TOTAL FUNDS (A) 4,067,998.35

2) PROJECT EXPENSES

PERIOD - PRIOR YEARS:

2013	Project Expense	48,619.74	
	Net Exchange Gain	-67.79	
	Management Fee	3,363.03	51,914.98

2014	Project Expense	1,860,149.76	
	Net exchange gain	-1,023.53	
	Management fee	49,224.49	1,908,350.72

PERIOD - CURRENT YEAR

2015	Project Expense	896,895.31	
	Net exchange gain	-25.88	
	Management fee	32,784.76	929,654.19

TOTAL PROJECT EXPENSES (B) 2,889,919.89

Project Advances (C) 2,734.45 2,734.45

PROJECT CASH BALANCE (D) = (A) - (B) - (C) 1,175,344.01

Open Purchase Orders (E) 26,115.41 26,115.41

3) PROJECT FUND BALANCE (F) = (D) - (E) 1,149,228.60

This statement is interim and is provided for information purposes only. Figures are not final. Final figures will appear in the certified financial statement once books for the concerned period are closed.

The Statement is following IPSAS reporting requirements. Management Fee is calculated and recorded against Project Expenses (Disbursements + Receipt Accruals)

Project Advances represents amounts yet to be either recovered or settled against Project Expenses. Open POs represents amounts committed against goods/services yet to be delivered/rendered. Fund balance represents cash available for implementation activities.

Prepared by

M. Shafiq RATEA
Senior Finance Associate
CSG IPAS, UNOPS HQ

Certified By

Ala'a Nemer
Regional Finance Advisor
CSG IPAS, UNOPS HQ

Annexe 4 : Rapport annuel de l'IITA : données statistiques et méthodologie

L'ensemble des statistiques utilisées dans ce rapport annuel ont été extraites du tableau de bord de l'IITA, qui contient des statistiques détaillées, ventilées par signataire et par élément, ayant trait à la validité des données publiées conformément à la norme de l'IITA. Le tableau de bord est entièrement généré chaque nuit, à partir de métadonnées répertoriées dans le registre de l'IITA, qui décrit les données XML de l'IITA figurant sur les sites Internet des signataires. Ces données sont synthétisées dans la section « Publishing Statistics » du tableau de bord.

Le tableau de bord est l'élément principal du service offert par l'équipe technique aux signataires et aux utilisateurs : il permet aux premiers de mieux comprendre comment améliorer leurs données, et aux deuxièmes, de déterminer les données susceptibles de répondre à leurs besoins spécifiques. Il aide aussi l'équipe technique elle-même à hiérarchiser ses engagements en faveur de la qualité des données. Chaque page de la section « Publishing Statistics » contient un commentaire général sur les méthodes employées, ainsi que des explications plus détaillées sur les estimations et les exceptions. Y figure également un pseudo-code (une traduction en « anglais » du langage de programmation).

Remerciements

Le Rapport annuel 2015 de l'IITA a été rédigé par une équipe de Development Initiatives, sous la direction de Joni Hillman et de Rohini Simbodyal.

La collecte et l'analyse des données ont été réalisées par Bill Anderson, Dale Potter, Rory Scott et Manon Simeon et complétées par Carolyn Culey et Wendy Rogers.

Un grand merci aux autres membres du Secrétariat de l'IITA qui nous ont apporté une aide et des renseignements précieux : Annelise Parr et Patrick Tiefenbacher du PNUD, et Argjira Belegu-Shuku, Hannah Milde et Cillian O'Caithail de l'UNOPS.

Nous exprimons également toute notre gratitude à nos membres, à la communauté de l'IITA et enfin à tous ceux qui ont contribué à la rédaction de ce rapport en donnant généreusement de leur temps afin de partager leur travail (études de cas, citations, images, etc.).